



Société anonyme au capital social de 144.860,70 euros
Siège social : 10-13 rue Latérale et 1-3 rue du Moulin des Bruyères – 92400 Courbevoie
502 718 760 RCS Nanterre

NOTE D'OPERATION

mise à la disposition du public à l'occasion :

- de l'inscription aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris de l'intégralité des 1.448.607 actions existantes composant le capital de la société Enertime et de l'intégralité des 241.555 actions maximum à provenir de l'exercice de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise attribués à ce jour ;
- du placement, dans le cadre d'une offre à prix ouvert auprès du public en France et d'un placement global principalement auprès d'investisseurs institutionnels en France et hors de France, de 555.555 actions nouvelles de la société à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription à souscrire en numéraire par voie d'offre au public ou par compensation de créances jusqu'à un montant maximum de 1,0 M€, pouvant être porté à un nombre maximum de 638.888 actions nouvelles à émettre en cas d'exercice de la clause d'extension et à un nombre maximum de 734.721 actions en cas d'exercice de l'Option de Sur-allocation et de leur inscription aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris.

Période d'offre : 15 juin au 1er juillet 2016 (inclus)

**Fourchette indicative du prix applicable à l'offre à prix ouvert et au placement global :
entre 7,65 euros et 10,35 euros par action.**

Le prix pourra être fixé en dessous de 7,65 euros par action sous certaines conditions.

En cas de modification de la borne haute de la fourchette indicative de prix susvisée ou de fixation du prix au-dessus de 10,35 euros par action, les ordres émis dans le cadre de l'offre à prix ouvert pourront être révoqués pendant au moins 2 jours de bourse.



AUTORITÉ
DES MARCHÉS FINANCIERS

Visa de l'Autorité des marchés financiers

En application des articles L. 412-1 et L. 621-8 du Code monétaire et financier et de son règlement général notamment de ses articles 211-1 à 216-1, l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** ») a apposé le visa n°16-247 en date du 14 juin 2016 sur le présent prospectus. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa, conformément aux dispositions de l'article L. 621-8-1-I du Code monétaire et financier, a été attribué après que l'AMF a vérifié que le document est complet et compréhensible et que les informations qu'il contient sont cohérentes. Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des documents comptables et financiers présentés.

Le prospectus (le « **Prospectus** ») visé par l'AMF est constitué :

- (i) du document de base de la société Enertime (la « **Société** ») enregistré par l'AMF le 30 mars 2016 sous le numéro I.16-012 (le « **Document de Base** ») ;
- (ii) de la présente note d'opération (la « **Note d'Opération** ») ; et
- (iii) du résumé du Prospectus (inclus dans la Note d'Opération).

Des exemplaires du présent Prospectus sont disponibles sans frais au siège social de la société Enertime, au 10-13 rue Latérale et 1-3 rue du Moulin des Bruyères – 92400 Courbevoie, et auprès du prestataire de services d'investissement, Portzamparc Société de Bourse, au 13 rue de la Brasserie, 44100 Nantes. Le Prospectus peut également être consulté sur le site Internet de la société Enertime (www.enertime.com) et sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org).



Listing Sponsor
Chef de file et Teneur de Livre

Sommaire

RESUME DU PROSPECTUS.....	6
1. PERSONNES RESPONSABLES.....	26
1.1. Responsables du Prospectus	26
1.2. Attestation du responsable du Prospectus	26
1.3. Attestation du Listing Sponsor	26
1.4. Responsables de l'information financière	27
1.5. Engagements de la Société	27
2. FACTEURS DE RISQUE LIÉS À L'OFFRE	29
2.1. Les actions de la Société n'ont pas été préalablement cotées et sont soumises aux fluctuations de marché.....	29
2.2. Le prix de marché des actions de la Société est susceptible d'être affecté par une volatilité importante.....	29
2.3. La cession d'un nombre important d'actions de la Société par ses actionnaires financiers existants pourrait avoir un impact significatif sur le prix de marché des actions de la Société	30
2.4. La politique de distribution de dividendes de la Société	30
2.5. Risque lié à l'insuffisance des souscriptions et à l'annulation de l'opération.	30
2.6. Les actionnaires de la Société ne bénéficieront pas des garanties associées aux marchés réglementés	31
2.7. Risque de dilution.....	31
3. INFORMATIONS DE BASE	32
3.1. Déclaration sur le fonds de roulement net	32
3.2. Capitaux propres et endettement	32
3.3. Intérêt des personnes physiques et morales participant à l'Offre	33
3.4. Raisons de l'Offre et utilisation prévue du produit net de l'opération	33
4. INFORMATIONS SUR LES VALEURS MOBILIÈRES DEVANT ÊTRE OFFERTES ET ADMISES À LA NÉGOCIATION.....	34
4.1. Nature, catégorie et date de jouissance des Actions Offertes et admises à la négociation	35
4.2. Droit applicable et tribunaux compétents	36
4.3. Forme et inscription en compte des actions de la Société	36
4.4. Devise dans laquelle l'augmentation de capital a lieu.....	36
4.5. Droits attachés aux actions	36
4.6. Autorisations.....	38
4.6.1. Assemblée générale de la Société ayant autorisé l'émission.....	38
4.6.2. Conseil d'administration de la Société ayant décidé le principe de l'émission	42
4.7. Date prévue de règlement-livraison des actions	42
4.8. Restrictions à la libre négociabilité des actions de la Société	43
4.9. Réglementation française en matière d'offres publiques.....	43
4.10. Offres publiques d'achat initiées par des tiers sur le capital de la Société durant le dernier exercice et l'exercice en cours	43
4.11. Régime spécial des Plans d'épargne en actions (« PEA »)	43
4.12. Retenue à la source sur les dividendes versés à des non-résidents fiscaux français.....	44
4.13. Réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au titre de la souscription à l'augmentation de capital (article 885-0 V bis du Code général des impôts).....	46
4.14. Réduction d'impôt sur le revenu au titre de la souscription à l'augmentation de capital (article 199 terdecies-O A du Code général des impôts)	48
5. CONDITIONS DE L'OFFRE	50
5.1. Conditions de l'Offre, calendrier prévisionnel et modalités de souscription	50
5.1.1. Conditions de l'Offre.....	50
5.1.2. Calendrier indicatif	51

5.1.3.	Montant de l'Offre.....	51
5.1.4.	Procédure et période de l'Offre	51
5.1.4.1.	Caractéristiques principales de l'Offre à Prix Ouvert.....	51
5.1.4.2.	Caractéristiques principales du Placement Global	54
5.1.5.	Révocation ou suspension de l'Offre.....	55
5.1.6.	Réduction des ordres	55
5.1.7.	Versements des fonds et modalités de délivrance des Actions Offertes.....	55
5.1.8.	Publication des résultats de l'Offre	56
5.1.9.	Droits préférentiels de souscription.....	56
5.2.	Plan de distribution et allocation des valeurs mobilières.....	56
5.2.1.	Catégorie d'investisseurs potentiels – Pays dans lesquels l'offre sera ouverte – Restrictions applicables à l'Offre	56
5.2.2.	Intention de souscription des principaux actionnaires de la Société ou des membres de ses organes d'administration, de direction ou surveillance ou de quiconque entendrait passer un ordre de souscription	59
5.2.3.	Information pré-allocation.....	60
5.2.4.	Notification aux souscripteurs.....	60
5.2.5.	Clause d'Extension.....	61
5.2.6.	Option de Sur-allocation.....	61
5.3.	Fixation du prix	61
5.3.1.	Méthode de fixation du prix	61
5.3.2.	Procédure de publication du Prix de l'Offre et des modifications des paramètres de l'Offre	62
5.3.2.1.	Date de fixation du Prix de l'Offre.....	62
5.3.2.2.	Publication du Prix de l'Offre et du nombre d'Actions Nouvelles	63
5.3.2.3.	Modification de la fourchette, fixation du Prix de l'Offre en dehors de la fourchette et modification du nombre d'Actions Nouvelles.....	63
5.3.2.4.	Clôture anticipée ou prorogation de l'Offre	64
5.3.2.5.	Modifications significatives des modalités de l'Offre.....	64
5.3.3.	Restrictions ou suppression du droit préférentiel de souscription.....	64
5.3.4.	Disparité de prix	64
5.4.	Placement et Prise ferme	65
5.4.1.	Coordonnées de l'établissement financier introducteur	65
5.4.2.	Coordonnées de l'établissement en charge du service des titres, du service financier et dépositaire	65
5.4.3.	Garantie	65
5.4.4.	Engagements de conservation	65
5.4.5.	Date de règlement-livraison des Actions Nouvelles.....	65
6.	ADMISSION À LA NÉGOCIATION ET MODALITÉS DE NÉGOCIATION	66
6.1.	Admission aux négociations.....	66
6.2.	Place de cotation.....	66
6.3.	Offre concomitante d'actions	66
6.4.	Contrat de liquidité	66
6.5.	Stabilisation	66
7.	DÉTENTEURS DE VALEURS MOBILIÈRES SOUHAILANT LES VENDRE.....	68
7.1.	Personnes ou entités souhaitant vendre des titres de capital ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.....	68
7.2.	Engagements d'abstention et de conservation des titres.....	68
7.2.1.	Engagement d'abstention souscrit par la Société	68
7.2.2.	Engagement de conservation pris par les actionnaires de la Société.....	68
8.	DÉPENSES LIÉES À L'OFFRE	71
9.	DILUTION.....	72
9.1.	Impact de l'émission d'actions nouvelles sur les capitaux propres de la Société.....	72

9.2.	Montant et pourcentage de la dilution résultant de l'émission d'actions nouvelles	72
9.3.	Répartition du capital social et des droits de vote	73
10.	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES.....	76
10.1.	Conseillers ayant un lien avec l'opération.....	76
10.2.	Autres informations vérifiées par les commissaires aux comptes	76
10.3.	Rapport d'expert.....	76
10.4.	Informations contenues dans le Prospectus provenant d'une tierce partie	76
11.	MISE A JOUR DE L'INFORMATION CONCERNANT LA SOCIETE	77

La présente note d'opération a été rédigée conformément à l'Annexe III du règlement européen
n°809/2004

NOTE LIMINAIRE

Dans la présente Note d'Opération, et sauf indication contraire, le terme "Enertime" ou la "Société" renvoie à la société Enertime SA, société anonyme dont le siège social est situé 10-13 rue Latérale et 1-3 rue du Moulin des Bruyères, 92400 Courbevoie, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 502 718 760 RCS Nanterre.

Avertissement

Informations prospectives

Le Prospectus contient des indications sur les objectifs ainsi que sur les axes de développement de la Société. Ces indications sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel et de termes à caractère prospectif tels que « considérer », « envisager », « penser », « avoir pour objectif », « s'attendre à », « entendre », « devoir », « ambitionner », « estimer », « croire », « souhaiter », « pouvoir », ou, le cas échéant la forme négative de ces mêmes termes, ou, encore, toute autre variante ou terminologie similaire. L'attention du lecteur est attirée sur le fait que ces objectifs et ces axes de développement dépendent de circonstances ou de faits dont la survenance ou la réalisation est incertaine.

Ces informations ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront, que les hypothèses seront vérifiées ou que les objectifs seront atteints. Ces informations sont fondées sur des données, hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par la Société. Elles sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, concurrentiel et réglementaire. Ces informations sont mentionnées dans différents paragraphes du Prospectus et contiennent des données relatives aux intentions, estimations et objectifs de la Société concernant, notamment, le marché dans lequel elle évolue, sa stratégie, sa croissance, ses résultats, sa situation financière, sa trésorerie et ses prévisions. Les informations prospectives mentionnées dans le Prospectus sont données uniquement à la date du Prospectus. La Société opère dans un environnement concurrentiel et en constante évolution. Elle ne peut donc anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité, leur impact potentiel sur son activité ou encore dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait avoir des résultats significativement différents de ceux mentionnés dans toute information prospective, étant rappelé qu'aucune de ces informations prospectives ne constitue une garantie de résultats réels. Par nature, ces objectifs pourraient ne pas être réalisés et les déclarations ou informations figurant dans le Prospectus pourraient se révéler erronées, sans que la Société se trouve soumise de quelque manière que ce soit à une obligation de mise à jour, sous réserve de la réglementation applicable et notamment du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (« AMF »).

Le Prospectus contient par ailleurs des informations relatives à l'activité de la Société ainsi qu'au marché et à l'industrie dans lesquels elle opère. Certaines de ces informations proviennent de sources externes à la Société, qui n'ont pas été vérifiées de manière indépendante par cette dernière.

Facteurs de risques

Parmi les informations contenues dans le Prospectus, les investisseurs sont invités à prendre attentivement en considération les facteurs de risques décrits au chapitre 4 du Document de Base enregistré le 30 mars 2016 sous le numéro I.16-012, et au paragraphe 2 de la présente Note d'Opération avant de prendre leur décision d'investissement. La réalisation d'un ou plusieurs de ces risques est susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur les activités, le patrimoine, la situation financière, les résultats ou les perspectives de la Société, ainsi que sur le prix de marché des actions de la Société une fois celles-ci admises aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris.

RESUME DU PROSPECTUS

Visa n°16-247 en date du 14 juin 2016 de l'AMF

Le résumé se compose d'une série d'informations clés, désignées sous le terme d'« Éléments », qui sont présentées en cinq sections A à E et numérotées de A.1 à E.7.

Ce résumé contient l'ensemble des Éléments devant figurer dans le résumé d'un prospectus relatif à cette catégorie de valeurs mobilières et à ce type d'émetteur. Tous les Éléments ne devant pas être renseignés, la numérotation des Éléments dans le présent résumé n'est pas continue.

Il est possible qu'aucune information pertinente ne puisse être fournie au sujet d'un Éléments donné qui doit figurer dans le présent résumé du fait de la catégorie de valeurs mobilières et du type d'émetteur concerné. Dans ce cas, une description sommaire de l'Éléments concerné figure dans le résumé avec la mention « Sans objet ».

Section A – Introduction et avertissement		
A.1	Avertissement au lecteur	<p>Ce résumé doit être lu comme une introduction au Prospectus.</p> <p>Toute décision d'investir dans les titres financiers qui font l'objet de l'opération doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus par l'investisseur.</p> <p>Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le Prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des États membres de la Communauté européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen, avoir à supporter les frais de traduction du Prospectus avant le début de la procédure judiciaire.</p> <p>Les personnes qui ont présenté le résumé, y compris le cas échéant sa traduction, n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du Prospectus ou s'il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du Prospectus, les informations clés permettant d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans ces valeurs mobilières.</p>
A.2	Consentement de l'émetteur sur l'utilisation du Prospectus	Sans objet

Section B – Informations sur l'émetteur		
B.1	Raison sociale et nom commercial	- Raison sociale : Enertime SA (la « Société » ou « Enertime ») ;
B.2	Siège social / Forme juridique / Droit applicable / Pays d'origine	<p>- Siège social : 10-13 rue Latérale et 1-3 rue du Moulin des Bruyères – 92400 Courbevoie;</p> <p>- Forme juridique : société anonyme à conseil d'administration ;</p> <p>- Droit applicable : droit français ;</p> <p>- Pays d'origine : France.</p>

B.3	Nature des opérations principales et activités	<p>Créée en 2008, Enertime est une société industrielle innovante spécialisée dans les solutions pour la transition énergétique dans les domaines de l'efficacité énergétique et de la production d'énergie à partir de ressources renouvelables. L'activité principale d'Enertime est la conception, l'assemblage et l'installation de machines thermodynamiques de forte puissance (< 5 MW), dites machines ORC (Organic Rankine Cycle), qui permettent de transformer la chaleur en électricité.</p> <p>Les machines ORC d'Enertime apportent des réponses pertinentes et pérennes aux grands enjeux de la transition énergétique dans deux grands domaines :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Efficacité énergétique industrielle : récupération et valorisation de la chaleur fatale des procédés industriels ; - Energies renouvelables : production d'électricité et de chaleur de manière décentralisée et à partir de ressources géothermie ou biomasse. <p>Aujourd'hui, Enertime est l'un des 5 principaux acteurs mondiaux maîtrisant entièrement les machines thermodynamiques de forte puissance (1 MW et plus). Ce positionnement découle de la réalisation de plusieurs années de R&D, notamment 5 années pour son propre module ORC (ORCHID©), et la réalisation de nombreux programmes scientifiques dans le domaine des machines thermodynamiques aux côtés d'acteurs tels que Total, l'ADEME ou encore le CEA.</p> <p>En 2012, Enertime a déployé un pilote industriel de sa machine ORC (ORCHID©) dans une fonderie du Groupe Farinia (FMGC), d'une puissance de 1 MWe, permettant de récupérer la chaleur non utilisée pour la transformer en électricité. Dans le prolongement de la mise en œuvre de ce pilote industriel, Enertime a poursuivi le développement technique de la turbine ORCHID©, au cœur de la machine et dont la conception est entièrement réalisée en interne, et a signé ensuite ses premiers contrats commerciaux.</p> <p>Depuis 2008, Enertime s'est hissé au rang des meilleurs spécialistes des ORC dans le monde.</p> <p>La Société connaît actuellement une forte dynamique commerciale qui s'est traduite en 2015 par une accélération de ses ventes avec la signature de deux contrats importants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vente d'un ORC de 3,2 MWe pour une aciérie en Chine / signée en mai 2015 / mise en service prévue au quatrième trimestre 2016 ; - vente d'une turbine de 1 MWe pour une seconde aciérie en Chine / signée en septembre 2015 / mise en service prévue au troisième trimestre 2016. <p>En 2016, la Société a signé un contrat de vente en mars avec Suez Environnement portant sur une machine ORC de 2 MWe (mise en service prévue au 1^{er} trimestre 2017) et un contrat de vente en juin avec la ville de Kamyranets-Podilskyi en Ukraine portant sur une machine ORC de 1,6 MWe.</p> <p>A ce jour, la Société compte 32 personnes dont 23 ingénieurs parmi lesquels 21 sont impliqués dans la Recherche et Développement.</p> <p>Enertime a obtenu le label "Entreprise Innovante" de BPI France en 2010,</p>
-----	--	--

		renouvelé en 2014.
B.4a	Principales tendances récentes ayant des répercussions sur l'émetteur et ses secteurs d'activité	<p>Depuis la fin du dernier exercice, en mars et juin 2016, Enertime a signé avec Suez Environnement un contrat pour la construction d'une centrale ORC d'une puissance de 2 MWe, qui valorisera l'excédent saisonnier de chaleur issu de l'incinération des déchets ménagers de l'agglomération de Caen, et un contrat de 1,6 MWe pour le réseau de chaleur biomasse de la ville de Kamianetz-Podilskyi en Ukraine.</p> <p>A la date de visa sur le présent Prospectus, la Société a un carnet de commandes représentant 7,1 M€ de chiffre d'affaires, dont la reconnaissance du chiffre d'affaires devrait se faire essentiellement au titre de l'exercice 2016, le solde étant principalement étalé sur l'exercice 2017.</p> <p>Ce carnet de commandes de 7,1 M€ est constitué de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vente d'un ORC de 3,2 MWe pour une aciérie en Chine / signée en mai 2015 / mise en service prévue au quatrième trimestre 2016 ; - vente d'une turbine de 1 MWe pour une seconde aciérie en Chine / signée en septembre 2015 / mise en service prévue au troisième trimestre 2016 ; - vente d'un ORC de 2 MWe pour un incinérateur en France (Suez Environnement) / signée en mars 2016 / mise en service prévue au premier trimestre 2017 ; - vente d'un ORC de 1,6 MWe pour le réseau de chaleur de la ville de Kamyanets-Podilskyi en Ukraine / signée en juin 2016 / contrat financé par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (IBRD) / mise en service au troisième trimestre 2017. <p>Par ailleurs, la Société espère signer un autre contrat au cours de l'année 2016 (projet ORCASIL) portant sur la réalisation d'un module ORC de 3 MWe et représentant un chiffre d'affaires potentiel de 7,5 M€. Le projet ORCASIL a été retenu par l'ADEME pour bénéficier d'une aide de 3,5 M€ dans le cadre du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA). Il convient de préciser que pour lancer le projet ORCASIL, la Société devra avoir préalablement réalisé une levée de fonds de 5 M€. Si ce montant n'était pas atteint, la Société devrait trouver des financements complémentaires pour lancer le projet.</p> <p>Le carnet de commandes est susceptible d'être porté à 14,6 M€ en fonction de l'aboutissement de ce projet en cours de négociation.</p> <p>A la date de visa sur le présent Prospectus, la Société a identifié une quarantaine de projets « signables » dans les deux ans, dont un peu moins de la moitié en France, qui pourraient représenter un volume d'affaires total d'environ 100 M€ dans les cinq prochaines années si ces affaires étaient amenées à se concrétiser.</p>
B.5	Groupe auquel l'émetteur appartient	La Société ne détient aucune filiale ou participation.
B.6	Principaux actionnaires	À la date de visa sur le présent Prospectus, le capital de la Société s'élève à 144.860,70 euros divisé en 1.448.607 actions de 0,10 € de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

	Situation à la date du présent document sur une base non diluée		Situation à la date du présent document sur une base pleinement diluée ⁽¹⁾	
Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital et des droits de vote
Gilles David	394 010	27,20%	490 450	29,02%
Fabien Michel	69 877	4,82%	111 647	6,61%
Fondateurs*	463 887	32,02%	602 097	35,62%
Fonds gérés par Siparex	471 479	32,55%	471 479	27,90%
Fonds gérés par Amundi	275 500	19,02%	275 500	16,30%
Fonds gérés par Calao Finance	69 689	4,81%	69 689	4,12%
Investisseurs Institutionnels	816 668	56,38%	816 668	48,32%
Salariés **	32 613	2,25%	135 958	8,04%
Autres actionnaires individuels (dont Business Angels et certains salariés ***)	135 439	9,35%	135 439	8,01%
TOTAL	1 448 607	100,00%	1 690 162	100,00%
<i>* Dont 444 600 actions directement et 19 287 actions indirectement (au travers de la holding Enertime Partenaires)</i> <i>** Au travers de la holding Enertime Partenaires (sans les fondateurs)</i> <i>*** Salariés hors holding Enertime Partenaires</i>				

(1) prenant en compte les 196 411 BCE donnant droit à 241 555 actions (BCE²⁰¹¹, BCE²⁰¹⁴ et BCE²⁰¹⁵). Les salariés qui sont actionnaires indirects de la Société Enertime, au travers de la holding Enertime Partenaires (hors fondateurs), et qui détiennent des BCE, deviendront également le cas échéant actionnaires en direct de la Société Enertime en cas d'exercice de leurs BCE.

A la date de visa sur le présent Prospectus, aucun actionnaire ou groupe d'actionnaires agissant de concert ne contrôle la Société, au sens des dispositions de l'article L. 233-3 du Code de Commerce.

A la connaissance de la Société, il n'existe ni action de concert entre ses actionnaires, ni accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de son contrôle, étant précisé que le pacte d'actionnaires en date du 28 février 2011, signé entre tous les actionnaires, sera de plein droit caduc à la date d'inscription des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris, conformément aux dispositions dudit pacte.

A la date du présent Prospectus, le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins ; étant précisé que l'assemblée générale des actionnaires de la Société du 15 mars 2016 a décidé d'instituer un droit de vote double, sous la condition suspensive non rétroactive de la première cotation des actions de la Société sur Alternext d'Euronext à Paris, attaché à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire. Le délai de deux ans commencera à courir à compter de l'inscription des actions de la Société aux négociations sur Alternext d'Euronext à Paris sans effet rétroactif.

B.7	Informations financières historiques clés sélectionnées	Compte de résultat simplifié		
			Au 31/12/2015	Au 31/12/2014
		<i>(normes françaises en euros)</i>	Comptes annuels retraités	Comptes annuels retraités
			Audités	Audités
		Chiffre d'affaires	424 552	1 495 984
		Résultat d'exploitation	(1 450 168)	(1 371 964)
		Résultat financier	(20 654)	(20 991)
		Résultat courant avant impôts	(1 470 822)	(1 392 955)
		Résultat exceptionnel	(596)	(54 944)
		Résultat net	(1 317 771)	(1 064 553)
		Bilan simplifié		
			Au 31/12/2015	Au 31/12/2014
		<i>(normes françaises en euros)</i>	Comptes annuels retraités	Comptes annuels retraités
			Audités	Audités
		Actifs immobilisés	976 437	854 202
		Actifs circulants	2 307 750	1 958 869
		Total Actif	3 284 187	2 813 071
		Capitaux propres et autres fonds propres *	984 543	832 129
		Provisions pour risques et charges	-	-
		Total dettes	2 299 644	1 980 942
		<i>* Autres fonds propres : avances remboursables (396 K€ en 2015 et 372 K€ en 2014)</i>		
		Tableau de flux de trésorerie simplifié		
			Au 31/12/2015	Au 31/12/2014
		<i>(normes françaises en euros)</i>	Comptes annuels retraités	Comptes annuels retraités
			Audités	Audités
		Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	(499 743)	(1 264 762)
		<i>dont capacité d'autofinancement</i>	<i>(1 172 078)</i>	<i>(334 554)</i>
		<i>dont variation du besoin en fonds de roulement</i>	<i>672 335</i>	<i>(930 208)</i>
		Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(726 705)	(369 406)
		<i>En 2015, la Société a entrepris une revue des méthodes de comptabilisation qu'elle avait appliquées sur les exercices 2014 et exercices antérieurs. Les comptes annuels retraités 2014 et 2015 comprennent les états financiers d'Enertime clos au 31 décembre 2014 et 31 décembre 2015 corrigés des erreurs identifiées.</i>		
		Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	1 542 204	1 497 118
		Variation de trésorerie	315 757	(137 050)
		Trésorerie d'ouverture	308 141	445 191
		Trésorerie de clôture	623 898	308 141
B.8	Informations financières pro forma	Sans objet		

B.9	Prévision ou estimation du bénéfice	Sans objet
B.10	Réserves sur les informations financières historiques	<p>Les comptes retraités des exercices clos au 31 décembre 2014 et 31 décembre 2015, présentés dans le document de base enregistré par l'AMF le 30 mars 2016 sous le numéro I.16-012, ont fait l'objet d'un rapport du contrôleur légal figurant dans le document de base. Ce rapport contient l'observation suivante :</p> <p><i>« Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.2.3. « Principe de continuité de l'exploitation » qui expose la situation financière de la société au 31 décembre 2015, ainsi que les mesures envisagées permettant à la société de couvrir ses besoins de trésorerie ».</i></p>
B.11	Fonds de roulement net	<p>La Société ne dispose pas, à la date de visa sur le présent Prospectus, d'un fonds de roulement net suffisant pour faire face à ses obligations et à ses besoins de trésorerie des douze prochains mois qui s'élèvent à environ 1,9 M€, soit un montant net hors frais d'introduction en bourse de 1,2 M€. Le remboursement du montant de la dette en compte courant, qui s'élève à 1 M€ et dont le remboursement serait exigible en cas de non réalisation de l'introduction en bourse, n'a pas été pris en compte dans l'évaluation du besoin en fonds de roulement. La Société estime pouvoir couvrir ses besoins de financement jusqu'à fin juillet 2016.</p> <p>Le produit net de l'Offre résultant de l'introduction en bourse, y compris en cas de réalisation à 75% de l'augmentation de capital envisagée, sur la base de l'hypothèse basse de la fourchette de prix et hors compensation de créances, permettra à la Société de disposer d'un fonds de roulement net suffisant pour faire face à ses besoins de trésorerie durant les douze prochains mois à compter de la date du prospectus.</p>

Section C – Valeurs mobilières		
C.1	Nature, catégorie et numéro d'identification des actions émises et admises aux négociations	<p>Les titres de la Société dont l'inscription aux négociations sur Alternext est demandée sont :</p> <p>(i) la totalité des 1.448.607 actions existantes composant le capital de la société Enertime, de 0,10 € de valeur nominale chacune, en ce compris 426.299 actions ordinaires, 496.000 actions de préférence de catégorie A et 526.308 actions de préférence de catégorie B qui seront automatiquement converties en actions ordinaires à raison d'une action ordinaire pour une action de préférence, concomitamment à la première cotation des actions aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris (les « Actions Existantes ») ;</p> <p>(ii) un maximum de 241.555 actions à provenir de l'exercice de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise attribués à ce jour ; et</p> <p>(iii) les 555.555 actions nouvelles de la Société à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire par voie d'offre au public, pouvant être porté à un nombre maximum de 638.888 actions nouvelles à émettre en cas d'exercice de la Clause d'Extension (les « Actions Nouvelles ») et à un nombre maximum de 734.721 actions nouvelles en cas d'exercice</p>

		<p>intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation (les « Actions Nouvelles Supplémentaires » et avec les Actions Nouvelles, les « Actions Offertes »).</p> <p>A la date de première cotation des actions, les titres de la Société seront des actions ordinaires de la Société, toutes de même catégorie.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Libellé pour les actions : à partir du 7 juillet 2016, les négociations interviendront sous le Libellé : « Enertime » - Code ISIN : FR0011915339 - Mnémonique : ALENE - Classification ICB : 0583 Renewable Energy Equipment - Lieu de cotation : Alternext Paris <p>Ci-après (l'« Opération »).</p>
C.2	Devise d'émission	Euro
C.3	Nombre d'actions émises / Valeurs nominale des actions	<p>Nombre d'actions émises : 555.555 actions pouvant être porté à un maximum de 638.888 en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et à un maximum de 734.721 en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation.</p> <p>Valeur nominale par action : 0,10 €.</p>
C.4	Droits attachés aux valeurs mobilières	<p>En l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société, les principaux droits attachés aux Actions Existantes et aux Actions Nouvelles sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - droit à dividendes ; - droit préférentiel de souscription de titres de même catégorie ; - droit de participation à tout excédent en cas de liquidation ; - droit de vote.
C.5	Restriction imposée à la libre négociabilité des valeurs mobilières	Sans objet, aucune clause statutaire ne limitant la libre négociation des valeurs mobilières composant le capital social de la Société.
C.6	Demande d'admission à la négociation	<p>L'inscription de l'ensemble des actions de la Société est demandée sur Alternext d'Euronext Paris, un système multilatéral de négociation organisé (SMNO) géré par Euronext S.A à Paris.</p> <p>Les conditions de négociation de l'ensemble des Actions Existantes et des Actions Nouvelles seront fixées dans un avis d'Euronext qui devrait être diffusé le 4 juillet 2016, selon le calendrier indicatif.</p> <p>Les négociations des Actions Nouvelles et des Actions Existantes devraient débiter le 7 juillet 2016 sur une ligne de cotation unique « Enertime », sous la condition suspensive de la délivrance du certificat du dépositaire relatif à l'émission des Actions Nouvelles.</p>
C.7	Politique en matière de dividendes	<p>Aucun dividende n'a été distribué au cours des 3 derniers exercices.</p> <p>En outre, la Société ne prévoit pas de distribuer de dividendes dans un avenir prévisible après l'inscription de ses actions aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris compte tenu du stade de développement de la Société.</p>

Section D – Risques		
D.1	Principaux risques propres à l'émetteur ou à son secteur d'activité	<p>Les investisseurs sont invités, avant toute décision d'investissement, à prendre en considération les facteurs de risques suivants :</p> <p>Risques liés à l'activité de la Société :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Risques liés à la performance des modules ORC - Risques liés au retard dans l'exécution des contrats - Risques liés à la survenance d'incidents d'exploitation - Risques de défaut des clients - Risques liés à une insuffisance en termes de quantité et/ou qualité de la chaleur récupérée - Risques liés à l'utilisation des fluides frigorigènes - Risques liés à l'utilisation de fluides inflammables - Risques de sécurité du personnel et des personnes intervenant sur les sites industriels - Risques liés au marché et à la concurrence <p>Risques liés à l'organisation de la Société</p> <ul style="list-style-type: none"> - Risques de dépendance vis-à-vis des fournisseurs et sous-traitants - Risques liés à la gestion de la croissance de la Société - Risques de dépendance à l'égard des dirigeants « hommes clés » - Risques liés à la diversité des pays dans lesquels opère la Société <p>Risques réglementaires et juridiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Risques liés à un cadre réglementaire contraignant et évolutif - Risques liés à la propriété intellectuelle <p>Risques industriels liés à l'utilisation de produits dangereux pour la santé et/ou pour l'environnement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Risques de santé liés à l'utilisation des fluides frigorigènes - Risques liés à l'environnement <p>Risques financiers</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ressources incertaines en capitaux et financements complémentaires - Risques liés à l'accès au CIR et au CICE - Risques liés à l'utilisation future des déficits fiscaux reportables - Risques liés à l'accès à des avances publiques - Risque de dilution <p>Risques de marché</p> <ul style="list-style-type: none"> - Risques de liquidité - Risques de crédit - Risques de change

		<ul style="list-style-type: none"> - Risques de taux d'intérêt - Risques sur actions
D.3	Principaux risques propres aux actions émises	<p>Les principaux risques liés à l'Offre (tel que ce terme est défini ci-après) comprennent notamment le fait que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les actions de la Société n'ont jamais été négociées sur un marché financier et sont soumises aux fluctuations de marché. En outre, un marché liquide pourrait ne pas se développer ou perdurer ; - le prix de marché des actions de la Société est susceptible d'être affecté par une volatilité importante ; - la cession d'un nombre important d'actions par les actionnaires financiers de la Société à l'issue de la période de conservation à laquelle ils se sont engagés pourrait avoir un impact défavorable sur le prix de marché des actions de la Société ; - la Société n'entend pas initier à court terme une politique de versement de dividende mais réévaluera régulièrement l'opportunité de le faire ; - si le nombre total des ordres reçus (i) ne portait pas sur un minimum de 75% du montant de l'émission initialement prévue, calculé sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, l'Offre serait annulée et les ordres de souscription et d'achat seraient caducs ou (ii) était compris entre 75% et 100% du montant de l'émission initialement prévue, les objectifs décrits en Section E.2 ci-dessous pourraient être en partie remis en cause (il convient de noter que dans le cadre du projet ORCASIL, pour lequel la Société espère signer un contrat au cours de l'année 2016, la Société devra avoir préalablement réalisé une levée de fonds de 5 M€. Si ce montant n'était pas atteint, la Société devrait trouver des financements complémentaires pour lancer le projet) ; - en cas de nouvel appel au marché par la Société, il en résulterait une dilution complémentaire pour les actionnaires ; - les actionnaires de la Société ne bénéficieront pas des garanties associées aux marchés réglementés.

Section E – Offre		
E.1	Montant total net du produit de l'émission et estimation des dépenses totales liées à l'émission	<p>Produit brut de l'Offre</p> <p>Environ 5,0 millions d'euros (soit 4,0 millions d'euros hors compensation de créances) pouvant être porté à environ 5,8 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et à environ 6,6 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation (sur la base de la borne médiane de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 9,0 euros).</p> <p>A titre indicatif, le produit brut de l'Offre sera d'environ 4,2 millions d'euros (soit 3,2 millions d'euros hors compensation des créances) pouvant être porté à environ 4,9 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et à environ 5,6 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation (sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 7,65 euros) ; et il sera d'environ 5,7 millions d'euros (soit 4,8 millions d'euros hors compensation des créances) pouvant être porté à environ 6,6 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et à</p>

		<p>environ 7,6 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation (sur la base de la borne supérieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 10,35 euros)</p> <p>A titre indicatif, le produit brut de l'Offre serait ramené à environ 3,2 millions d'euros en cas de limitation de l'Opération à 75% (sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre), soit 2,2 millions d'euros hors compensation des créances.</p> <p>Produit net de l'Offre</p> <p>A titre indicatif, le produit net de l'émission des Actions Nouvelles est estimé à environ 3,2 millions d'euros (soit 2,2 millions d'euros hors compensation des créances) pouvant être porté à environ 3,9 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et à environ 4,6 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation (sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 7,65 euros) ; ou environ à 4,7 millions d'euros (soit 3,7 millions d'euros hors compensation des créances) pouvant être porté à environ 5,5 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et à environ 6,4 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation (sur la base de la borne supérieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 10,35 euros).</p> <p>A titre indicatif, le produit net de l'Offre serait ramené à environ 2,2 millions d'euros en cas de limitation de l'Opération à 75% du montant de l'émission initialement envisagée (sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 7,65 euros), soit 1,2 million d'euros hors compensation des créances.</p> <p>Estimation des dépenses liées à l'augmentation de capital</p> <p>A titre indicatif, la rémunération globale des intermédiaires est estimée à environ 1,1 million d'euros en l'absence d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation (sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 9,0 euros).</p> <p>La rémunération globale des intermédiaires est estimée à un maximum d'environ 1,1 million d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation (sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 9,0 euros).</p>
--	--	--

E.2 a	Raisons motivant l'offre et utilisation prévue du produit de celle-ci	<p>L'émission d'Actions Nouvelles, objet de la présente Offre, et l'inscription des Actions Existantes de la Société aux négociations sur Alternext d'Euronext à Paris sont destinées à fournir à la Société des moyens supplémentaires pour financer sa stratégie. Le produit net des fonds levés dans le cadre de de l'émission des Actions Nouvelles s'élève à 3,9 M€ et à 2,9 M€ après compensation de créances d'un montant de 1,0 M€, avant exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation (sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 9,0 euros). L'allocation du produit net de 3,9 M€ est la suivante :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Financement des besoins courants de la Société dans le cadre de la réalisation des équipements clés en main pour 70 % du produit net, soit 2,7 millions d'euros ; 2) Renforcement des équipes commerciales dont création d'une filiale en Chine pour 20 % du produit net, soit 0,8 million d'euros; 3) Développement Corporate / financement de l'activité courante (R&D, IT, Service après-vente, etc.) pour 10 % du produit net, soit 0,4 million d'euros. <p>Dans le cas d'une Offre souscrite à 75%, la part consacrée au poste 1) serait diminuée. Cependant, même avec une taille réduite à 75 %, l'augmentation de capital réalisée contribuerait à renforcer la situation financière de la Société et à financer l'insuffisance en fonds de roulement.</p> <p>Pour rappel, en janvier 2016, la Société a reçu deux avances en compte courant d'un montant global d'1 M€ de la part de Siparex et Amundi qui se sont engagés à souscrire à l'augmentation de capital d'Enertime, dans le cadre de l'introduction en bourse, par compensation des créances à hauteur du montant en principal de ces avances en compte courant, soit 1 M€.</p> <p>Il est rappelé que les besoins de trésorerie des douze prochains mois s'élèvent à environ 1,9 M€ (hors remboursement du montant de la dette en compte courant qui s'élève à 1 M€).</p>
E.3	Modalités et conditions de l'offre	<p><u>Nature et nombre des titres dont l'inscription est demandée et des titres offerts :</u></p> <p>Les titres de la Société dont l'inscription est demandée sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les 1.448.607 Actions Existantes ; - les 241.555 actions maximum à provenir de l'exercice de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise attribués à ce jour ; - un maximum de 734.721 Actions Nouvelles. <p><u>Clause d'Extension</u></p> <p>En fonction de l'importance de la demande, le montant initial d'Actions Nouvelles pourra, à la discrétion de la Société, être augmenté de 15 %, soit un maximum de 83.333 Actions Nouvelles supplémentaires (la « Clause d'Extension »).</p>

		<p><u>Option de Sur-allocation</u></p> <p>Une option de sur-allocation portera sur un maximum de 15% du nombre d'Actions Nouvelles après exercice éventuel de la Clause d'Extension, soit un maximum de 95.833 Actions Nouvelles supplémentaires (l'« Option de Sur-allocation »).</p> <p>Cette Option de Sur-allocation sera exerçable par Portzamparc Société de Bourse, agissant en son nom et pour son compte jusqu'au 1^{er} août 2016.</p> <p><u>Structure de l'Offre</u></p> <p>Il est prévu que la diffusion des Actions Nouvelles soit réalisée dans le cadre d'une offre globale (l'« Offre »), comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une offre au public en France réalisée sous la forme d'une offre à prix ouvert, principalement destinée aux personnes physiques (l'« Offre à Prix Ouvert » ou l'« OPO ») ; - un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels en France et hors de France (en dehors notamment des États-Unis d'Amérique, du Japon, du Canada et de l'Australie) (le « Placement Global »). <p>Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'actions allouées en réponse aux ordres émis dans ce cadre sera au moins égal à 20 % du nombre total d'Actions Nouvelles (avant exercice éventuel de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation). Si la demande dans le cadre de l'OPO est inférieure à 20% des Actions Nouvelles, le solde non alloué dans le cadre de l'OPO sera offert dans le cadre du Placement Global.</p> <p>Il est précisé que dans le cadre de l'OPO, les ordres seront décomposés en fonction du nombre de titres demandés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • fraction d'ordre A1 : de 1 action jusqu'à 500 actions incluses; et • fraction d'ordre A2 : au-delà de 500 actions. <p>Les fractions d'ordre A1 bénéficieront d'un traitement préférentiel par rapport aux fractions d'ordre A2 dans le cas où tous les ordres A1 et A2 ne pourraient pas être entièrement satisfaits.</p> <p><u>Révocation des ordres</u></p> <p>Les ordres de souscriptions passés par internet dans le cadre de l'OPO seront révocables, par internet, jusqu'à la clôture de l'OPO (le 1^{er} juillet 2016 à 20h00). Il appartient aux investisseurs de se rapprocher de leur intermédiaire financier afin de vérifier, d'une part, les modalités de révocation des ordres passés par internet et, d'autre part, si les ordres transmis par d'autres canaux sont révocables et dans quelles conditions.</p> <p><u>Fourchette indicative de prix</u></p> <p>La fourchette indicative de prix est fixée entre 7,65 euros et 10,35 euros par Action Nouvelle (le « Prix de l'Offre »).</p> <p>Le Prix de l'Offre pourra être fixé en dehors de cette fourchette. Le Prix de l'Offre offert dans le cadre de l'OPO sera égal à celui offert dans le</p>
--	--	--

		<p>Placement Global.</p> <p>En cas de modification à la hausse de la borne supérieure de la fourchette ou en cas de fixation du Prix de l'Offre au-dessus de la borne supérieure de la fourchette (initiale ou, le cas échéant, modifiée), la date de clôture de l'OPO sera reportée ou une nouvelle période de souscription à l'OPO sera réouverte, selon le cas, de telle sorte qu'il s'écoule au moins deux jours de bourse entre la date de diffusion du communiqué de presse signalant cette modification et la nouvelle date de clôture de l'OPO. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant la diffusion du communiqué de presse susvisé seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse.</p> <p>Le Prix de l'Offre pourra être librement fixé en dessous de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix ou la fourchette indicative de prix pourra être modifiée à la baisse (en l'absence d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre).</p> <p><u>Méthodes de fixation du Prix de l'Offre</u></p> <p>Le Prix de l'Offre sera fixé le 4 juillet 2016 selon le calendrier indicatif et résultera de la confrontation de l'offre des actions et des demandes émises par les investisseurs, selon la technique dite de « construction du livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels, dans le cadre du Placement Global.</p> <p>La fourchette indicative de prix (7,65 euros – 10,35 euros) fait ressortir une capitalisation boursière de la Société (post introduction en bourse) comprise entre 15,3 millions d'euros et 20,7 millions d'euros, sur la base d'un nombre de 555.555 actions souscrites dans le cadre de l'Offre (en l'absence d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation).</p> <p>Cette fourchette indicative de prix est cohérente avec les résultats fournis par des méthodes de valorisation usuellement employées conformément aux pratiques professionnelles dans le cadre de projets d'introduction en bourse et applicables à la Société et notamment la méthode de flux de trésorerie actualisés. En l'absence d'un échantillon pertinent de sociétés cotées comparables, la méthode de valorisation reposant sur la méthode des comparables boursiers n'a pas été retenue.</p> <p><u>Date de jouissance</u></p> <p>1^{er} janvier 2016 pour les Actions Offertes.</p> <p><u>Garantie</u></p> <p>Néant.</p>
--	--	---

Calendrier indicatif de l'Opération :

14 juin 2016	Visa de l'AMF sur le Prospectus
15 juin 2016	Diffusion du communiqué de presse annonçant l'Offre
	Avis d'Euronext relatif à l'ouverture de l'OPO
	Ouverture de l'OPO et du Placement Global
1 ^{er} juillet 2016	Clôture de l'OPO à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour les souscriptions par Internet.
	Clôture du Placement Global à 17 heures (heure de Paris)
4 juillet 2016	Centralisation de l'OPO et du Placement Global
	Fixation du Prix de l'Offre
	Diffusion du communiqué de presse indiquant le prix de l'Offre, le nombre définitif d'Actions Nouvelles et le résultat de l'Offre
	Avis d'Euronext relatif au résultat de l'Offre
6 juillet 2016	Règlement-livraison de l'OPO et du Placement Global
	Date d'inscription en compte des Actions Existantes et des Actions Nouvelles
7 juillet 2016	Début des négociations des actions de la Société sur Alternext
	Début de la période de stabilisation éventuelle
1 ^{er} août 2016	Date limite d'exercice de l'Option de Sur-allocation
	Fin de la période de stabilisation éventuelle.

Modalités de souscription

Les personnes désirant participer à l'OPO devront déposer leurs ordres auprès d'un intermédiaire financier habilité en France, au plus tard le 1^{er} juillet 2016 à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour les souscriptions par Internet.

Pour être pris en compte, les ordres émis dans le cadre du Placement Global devront être reçus par le Chef de File et Teneur de Livre au plus tard le 1^{er} juillet 2016 à 17 heures (heure de Paris).

Établissement financier introducteur***Listing Sponsor, Chef de File et Teneur de Livre***

Portzamparc Société de Bourse

Engagements de souscriptions reçus

Dans le cadre de la compensation des comptes courants d'un montant total d'1 M€ conclues en janvier 2016 avec Enertime, Siparex et Amundi se sont engagés à placer un ordre de souscription au Prix de l'Offre, quel qu'il soit, pour un montant total de 1.000.000 d'euros (650.000 euros pour Siparex et 350.000 euros pour Amundi), représentant environ 20 % du montant brut de l'Offre (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation, sur la base d'un prix se situant au point médian de la fourchette

	<p>indicative du Prix de l'Offre, soit 9,0 euros). Ces souscriptions s'effectueront exclusivement par compensation avec des créances que les actionnaires susvisés de la Société détiennent en compte courant dans la Société.</p> <p>Au-delà de son engagement de souscription dans le cadre de la compensation de compte courant, Siparex s'est engagé à placer un ordre de souscription au Prix de l'Offre, quel qu'il soit, pour un montant total de 459.423 euros, représentant environ 9 % du montant brut de l'Offre (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation, sur la base d'un prix se situant au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 9,0 euros).</p> <p>Au-delà de son engagement de souscription dans le cadre de la compensation de compte courant, Amundi s'est engagé à placer un ordre de souscription au Prix de l'Offre, quel qu'il soit, pour un montant total de 350.000 euros, représentant environ 7 % du montant brut de l'Offre (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation, sur la base d'un prix se situant au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 9,0 euros).</p> <p>Par ailleurs, Calao Finance s'est engagé à placer un ordre de souscription au Prix de l'Offre, quel qu'il soit, pour un montant total de 100.000 euros, représentant environ 2 % du montant brut de l'Offre (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation, sur la base d'un prix se situant au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 9,0 euros).</p> <p>Enfin, les dirigeants d'Enertime, à savoir Monsieur Gilles David (Président Directeur Général d'Enertime), Monsieur Fabien Michel (Directeur Adjoint d'Enertime), Monsieur Christophe Roncoroni (Responsable Finance) et Monsieur Pierre du Baret (Directeur Commercial), ainsi que Monsieur Alain Michel, se sont engagés au global à placer un ordre de souscription au Prix de l'Offre, quel qu'il soit, pour un montant total de 200.000 euros, représentant environ 4 % du montant brut de l'Offre (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation, sur la base d'un prix se situant au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 9,00 euros).</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th><th>Engagements (en numéraire et par compensation de créances)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Siparex</td><td>1.109.423 €</td></tr> <tr> <td>Amundi</td><td>700.000 €</td></tr> <tr> <td>Calao</td><td>100.000 €</td></tr> <tr> <td>Dirigeants</td><td>200.000 €</td></tr> <tr> <td>Total</td><td>2.109.423 €</td></tr> </tbody> </table> <p>Conformément à leurs termes et conditions, les ordres de souscription susvisés ont vocation à être servis, par principe, en priorité et intégralement; étant, toutefois, précisé que, si nécessaire, dans l'hypothèse où les souscriptions recueillies dans le cadre de l'Offre seraient supérieures au nombre des Actions Offertes, les actionnaires concernés ont d'ores et déjà</p>		Engagements (en numéraire et par compensation de créances)	Siparex	1.109.423 €	Amundi	700.000 €	Calao	100.000 €	Dirigeants	200.000 €	Total	2.109.423 €
	Engagements (en numéraire et par compensation de créances)												
Siparex	1.109.423 €												
Amundi	700.000 €												
Calao	100.000 €												
Dirigeants	200.000 €												
Total	2.109.423 €												

		<p>accepté que le montant de leur engagement respectif puisse être réduit dans le respect des principes usuels d'allocation.</p> <p>En outre, dans le cadre de l'Offre, Siparex indique son intention de souscrire un montant pouvant aller jusqu'à 1 M€, par le biais d'un fonds en cours de constitution, dans l'un des deux cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit par substitution de l'engagement de souscription de Siparex susvisé, pour un montant maximum de 459.423 € ; - soit en complément de l'engagement de souscription de Siparex susvisé, pour un montant maximum de 1.000.000 €, uniquement dans le cas où cet engagement complémentaire d'un maximum de 1.000.000 € permettrait d'atteindre ou de dépasser 100 % de l'Offre. <p>En dehors des engagements de souscription visés dans la présente section et de l'éventuelle souscription complémentaire susvisée d'1M€ de Siparex, aucune autre personne n'a l'intention, à la connaissance de la Société, de passer un ordre de souscription.</p> <p><u>Stabilisation</u></p> <p>Des opérations en vue de stabiliser ou soutenir le prix de marché des actions de la Société sur Alternext pourront être réalisées du 7 juillet 2016 au 1^{er} août 2016 (inclus).</p> <p><u>Contrat de liquidité</u></p> <p>Il est prévu qu'un contrat de liquidité conforme à la Charte de Déontologie de l'AMAFI, d'une durée initiale de 12 mois renouvelable par tacite reconduction pour des périodes d'un an, soit mis en place avec Portzamparc Société de Bourse à l'issue de la période de stabilisation, afin de favoriser la liquidité et la régularité des cotations des actions de la Société cotées sur Alternext.</p>
E.4	Intérêt, y compris intérêt conflictuel, pouvant influencer sensiblement sur l'émission/l'offre	<p>Le Chef de File et Teneur de Livre et/ou certains de ses affiliés ont rendu et/ou pourront rendre dans le futur, divers services bancaires, financiers, d'investissements, commerciaux et autres à la Société, ses affiliés ou actionnaires ou à ses mandataires sociaux, dans le cadre desquels ils ont reçu ou pourront recevoir une rémunération.</p> <p>Il est précisé que le Chef de File et Teneur de Livre a réalisé une analyse financière indépendante dans le cadre de l'Opération.</p> <p>Les accords conclus l'ont été dans le cours normal des affaires et ne créent pas de situation de conflits d'intérêts pour le Chef de File et Teneur de Livre dans le cadre de l'Offre.</p> <p>Par ailleurs, il convient de rappeler que les fonds Amundi, Siparex et Calao Finance, tous trois actionnaires d'Enertime, se sont engagés à souscrire à l'Offre.</p>
E.5	Nom de la Société émettrice et conventions de blocage	<p><u>Société émettrice</u> Enertime</p> <p><u>Personnes ou entités souhaitant vendre des titres de capital ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société</u> Néant.</p>

		<p><u>Engagements d'abstention et de conservation des titres</u></p> <p><i>Engagement d'abstention souscrit par la Société</i></p> <p>A compter de la date de signature de l'engagement d'abstention et pendant 180 jours calendaires suivant la date de règlement -livraison, sous réserve de certaines exceptions usuelles.</p> <p><i>Engagement de conservation des dirigeants et salariés (y compris ceux qui détiennent indirectement des actions de la Société à travers Enertime Partenaires) détenant ensemble 37,68% du capital et des droits de vote de la Société (incluant notamment les actions détenues par les fondateurs, Gilles David et Fabien Michel) :</i></p> <p>A compter de la date du Prospectus et jusqu'à 360 jours suivant la date de règlement-livraison des actions de la Société, portant sur 100% des actions détenues au jour de l'introduction en bourse ainsi que celles le cas échéant souscrites dans le cadre de ou postérieurement à l'introduction en bourse, en ce compris les actions qui pourraient être émises sur exercice des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise qu'ils détiennent, sous réserves de certaines exceptions usuelles.</p> <p><i>Engagement de conservation de l'ensemble des actionnaires financiers (en ce compris Amundi, Calao Finance, Siparex et d'autres investisseurs individuels) détenant ensemble 62,32% du capital et des droits de vote de la Société :</i></p> <p>A compter de la date du Prospectus, à hauteur de (i) 100% de leurs actions jusqu'à 180 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison, (ii) 90% de leurs actions entre les 181^e et 270^e jours (inclus) suivant la date de règlement-livraison, et (iii) 80% de leurs actions entre les 271^e et 360^e jours (inclus) suivant la date de règlement-livraison, portant sur les actions détenues au jour de l'introduction en bourse (mais non celles le cas échéant souscrites dans le cadre de ou postérieurement à l'introduction en bourse), sous réserves de certaines exceptions usuelles.</p>
--	--	---

E.6

Montant et pourcentage de la dilution résultant immédiatement de l'Offre

Impact de l'Offre sur la répartition du capital et des droits de vote (sur la base du point médian de la fourchette de Prix d'Offre, soit 9,00 euros) :

• Avant et après l'Offre souscrite à 100 % :

	Avant introduction		Après introduction Emission à 100%	
Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions	% du capital
Fondateurs	463 887	32,02%	478 331	23,87%
dont Gilles David	394 010	27,20%	406 232	20,27%
dont Fabien Michel	69 877	4,82%	72 099	3,60%
Investisseurs Institutionnels	816 668	56,38%	1 028 824	51,33%
dont fonds gérés par Siparex	471 479	32,55%	594 748	29,68%
dont fonds gérés par Amundi	275 500	19,02%	353 276	17,63%
dont fonds gérés par Calao Finance	69 689	4,81%	80 800	4,03%
Salariés (1)	32 613	2,25%	32 613	1,63%
Autres (2)	135 439	9,35%	143 216	7,15%
PUBLIC	0	0,00%	321 178	16,03%
Total	1 448 607	100,00%	2 004 162	100,00%

(1) Au travers de la holding Enertime Partenaires

(2) Dont salariés en dehors de la holding Enertime Partenaires

• Avant et après l'Offre, après exercice intégral de la Clause d'Extension et avant exercice de l'Option de Sur-allocation:

	Avant introduction		Après introduction Emission à 100% + clause d'extension	
Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions	% du capital
Fondateurs	463 887	32,02%	478 331	22,91%
dont Gilles David	394 010	27,20%	406 232	19,46%
dont Fabien Michel	69 877	4,82%	72 099	3,45%
Investisseurs Institutionnels	816 668	56,38%	1 028 824	49,29%
dont fonds gérés par Siparex	471 479	32,55%	594 748	28,49%
dont fonds gérés par Amundi	275 500	19,02%	353 276	16,92%
dont fonds gérés par Calao Finance	69 689	4,81%	80 800	3,87%
Salariés (1)	32 613	2,25%	32 613	1,56%
Autres (2)	135 439	9,35%	143 216	6,86%
PUBLIC	0	0,00%	404 511	19,38%
Total	1 448 607	100,00%	2 087 495	100,00%

(1) Au travers de la holding Enertime Partenaires

(2) Dont salariés en dehors de la holding Enertime Partenaires

- Avant et après l'Offre, après exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation :

Actionnaires	Avant introduction		Après introduction Emission à 100% + clause d'extension + option de surallocation	
	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions	% du capital
Fondateurs	463 887	32,02%	478 331	21,91%
dont Gilles David	394 010	27,20%	406 232	18,61%
dont Fabien Michel	69 877	4,82%	72 099	3,30%
Investisseurs Institutionnels	816 668	56,38%	1 028 824	47,12%
dont fonds gérés par Siparex	471 479	32,55%	594 748	27,24%
dont fonds gérés par Amundi	275 500	19,02%	353 276	16,18%
dont fonds gérés par Calao Finance	69 689	4,81%	80 800	3,70%
Salariés (1)	32 613	2,25%	32 613	1,49%
Autres (2)	135 439	9,35%	143 216	6,56%
PUBLIC	0	0,00%	500 344	22,92%
Total	1 448 607	100,00%	2 183 328	100,00%

(1) Au travers de la holding Enertime Partenaires

(2) Dont salariés en dehors de la holding Enertime Partenaires

- Avant et après l'Offre en cas de limitation de l'Offre à 75 % :

Actionnaires	Avant introduction		Après introduction Emission limitée à 75% (s/base prix médian)	
	Nombre d'actions	% du capital	Nombre d'actions	% du capital
Fondateurs	463 887	32,02%	478 331	25,64%
dont Gilles David	394 010	27,20%	406 232	21,78%
dont Fabien Michel	69 877	4,82%	72 099	3,87%
Investisseurs Institutionnels	816 668	56,38%	1 028 824	55,16%
dont fonds gérés par Siparex	471 479	32,55%	594 748	31,89%
dont fonds gérés par Amundi	275 500	19,02%	353 276	18,94%
dont fonds gérés par Calao Finance	69 689	4,81%	80 800	4,33%
Salariés (1)	32 613	2,25%	32 613	1,75%
Autres (2)	135 439	9,35%	143 216	7,68%
PUBLIC	0	0,00%	182 289	9,77%
Total	1 448 607	100,00%	1 865 273	100,00%

(1) Au travers de la holding Enertime Partenaires

(2) Dont salariés en dehors de la holding Enertime Partenaires

		<p>Impact de l'Offre sur les capitaux propres de la Société au 31 décembre 2015 (sur la base du point médian de la fourchette de Prix d'Offre, soit 9,0 euros) :</p> <table border="1"> <tr> <th rowspan="2">Base comptes retraités au 31 décembre 2015 et Prix d'Offre égal au milieu de fourchette de prix</th><th colspan="2">Quote-part des capitaux propres</th></tr> <tr> <th>Base non diluée (1)</th><th>Base diluée (2)</th></tr> <tr> <td>Avant l'Offre</td><td>0,41 €</td><td>1,19 €</td></tr> <tr> <td>Après l'Offre à 100%</td><td>2,26 €</td><td>2,65 €</td></tr> <tr> <td>Après l'Offre à 75%</td><td>1,79 €</td><td>2,26 €</td></tr> <tr> <td>Après l'Offre en cas d'exercice de la clause d'extension</td><td>2,52 €</td><td>2,87 €</td></tr> <tr> <td>Après l'Offre en cas d'exercice de la clause d'extension et option de surallocation</td><td>2,79 €</td><td>3,10 €</td></tr> </table> <p>(1) Le nombre d'actions composant le capital social s'élève à 1.448.607 (2) Le nombre d'actions composant le capital social sur une base diluée s'élève à 1.690.162</p> <p>Impact de l'Offre sur la participation dans le capital d'un actionnaire (sur la base du point médian de la fourchette de Prix d'Offre, soit 9,0 euros):</p> <table border="1"> <tr> <th rowspan="2"></th><th colspan="2">Participation de l'actionnaire en % du capital</th></tr> <tr> <th>Base non diluée (1)</th><th>Base diluée (2)</th></tr> <tr> <td>Avant l'Offre</td><td>1,00%</td><td>0,86%</td></tr> <tr> <td>Après l'Offre à 100%</td><td>0,72%</td><td>0,65%</td></tr> <tr> <td>Après l'Offre à 75%</td><td>0,78%</td><td>0,69%</td></tr> <tr> <td>Après l'Offre en cas d'exercice de la clause d'extension</td><td>0,69%</td><td>0,62%</td></tr> <tr> <td>Après l'Offre en cas d'exercice de la clause d'extension et option de surallocation</td><td>0,66%</td><td>0,60%</td></tr> </table> <p>(1) Le nombre d'actions composant le capital social s'élève à 1.448.607 (2) Le nombre d'actions composant le capital social sur une base diluée s'élève à 1.690.162</p>	Base comptes retraités au 31 décembre 2015 et Prix d'Offre égal au milieu de fourchette de prix	Quote-part des capitaux propres		Base non diluée (1)	Base diluée (2)	Avant l'Offre	0,41 €	1,19 €	Après l'Offre à 100%	2,26 €	2,65 €	Après l'Offre à 75%	1,79 €	2,26 €	Après l'Offre en cas d'exercice de la clause d'extension	2,52 €	2,87 €	Après l'Offre en cas d'exercice de la clause d'extension et option de surallocation	2,79 €	3,10 €		Participation de l'actionnaire en % du capital		Base non diluée (1)	Base diluée (2)	Avant l'Offre	1,00%	0,86%	Après l'Offre à 100%	0,72%	0,65%	Après l'Offre à 75%	0,78%	0,69%	Après l'Offre en cas d'exercice de la clause d'extension	0,69%	0,62%	Après l'Offre en cas d'exercice de la clause d'extension et option de surallocation	0,66%	0,60%
Base comptes retraités au 31 décembre 2015 et Prix d'Offre égal au milieu de fourchette de prix	Quote-part des capitaux propres																																									
	Base non diluée (1)	Base diluée (2)																																								
Avant l'Offre	0,41 €	1,19 €																																								
Après l'Offre à 100%	2,26 €	2,65 €																																								
Après l'Offre à 75%	1,79 €	2,26 €																																								
Après l'Offre en cas d'exercice de la clause d'extension	2,52 €	2,87 €																																								
Après l'Offre en cas d'exercice de la clause d'extension et option de surallocation	2,79 €	3,10 €																																								
	Participation de l'actionnaire en % du capital																																									
	Base non diluée (1)	Base diluée (2)																																								
Avant l'Offre	1,00%	0,86%																																								
Après l'Offre à 100%	0,72%	0,65%																																								
Après l'Offre à 75%	0,78%	0,69%																																								
Après l'Offre en cas d'exercice de la clause d'extension	0,69%	0,62%																																								
Après l'Offre en cas d'exercice de la clause d'extension et option de surallocation	0,66%	0,60%																																								
E.7	Dépenses facturées à l'investisseur par l'émetteur	Sans objet																																								

1. PERSONNES RESPONSABLES

1.1. Responsables du Prospectus

Monsieur Gilles David, président directeur général d'Enertime.

1.2. Attestation du responsable du Prospectus

J'atteste après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent Prospectus, ainsi qu'à la lecture d'ensemble du prospectus.

Les comptes retraités pour les exercices clos au 31 décembre 2014 et 31 décembre 2015 présentés dans le prospectus ont fait l'objet d'un rapport du contrôleur légal, figurant au chapitre 20.1 du document de base enregistré le 30 mars 2016 sous le numéro I-16-012 et qui contient l'observation suivante :

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.2.3. « Principe de continuité de l'exploitation » qui expose la situation financière de la société au 31 décembre 2015, ainsi que les mesures envisagées permettant à la société de couvrir ses besoins de trésorerie.

Fait à Courbevoie
le 14 juin 2016
Monsieur Gilles David
Président Directeur Général

1.3. Attestation du Listing Sponsor

Portzamparc Société de bourse, Listing Sponsor, confirme avoir effectué, en vue de l'inscription des actions de la Société Enertime aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris (« **Alternext** »), les diligences professionnelles d'usage.

Ces diligences ont notamment pris la forme de vérification des documents produits par la Société ainsi que d'entretiens avec des membres de la direction et du personnel de la Société, conformément au code professionnel élaboré conjointement par la Fédération Française de Banques et l'Association Française des Entreprises d'Investissement et au schéma type de Euronext pour Alternext.

Portzamparc Société de bourse atteste, conformément à l'article 212-16 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers et aux règles d'Alternext, que les diligences ainsi accomplies n'ont révélé dans le contenu du présent Prospectus aucune inexactitude, ni aucune omission significative de nature à induire l'investisseur en erreur ou à fausser son jugement.

Cette attestation est délivrée sur la base des documents et renseignements fournis par la Société à Portzamparc Société de bourse, ce dernier les ayant présumés exhaustifs, véridiques et sincères.

Cette attestation ne constitue pas une recommandation de Portzamparc Société de bourse de souscrire aux titres de la Société, ni ne saurait se substituer aux autres attestations ou documents délivrés par la Société ou le Commissaire aux comptes.

Fait à Nantes, le 14 juin 2016
Portzamparc Société de Bourse, Listing Sponsor
Monsieur Damien Rahier, Directeur Général

1.4. Responsables de l'information financière

Monsieur Gilles David
Président Directeur Général
Adresse : 10-13 rue Latérale et 1-3 rue du Moulin des Bruyères – 92400 Courbevoie
Téléphone : + 33 (0)1 75 43 15 40
Fax : +33 (0)1 75 43 15 41
Courriel : contact@enertime.com

1.5. Engagements de la Société

Conformément aux règles d'Alternext, la Société s'engage :

- 1) A assurer la diffusion sur son site Internet et sur le site d'Alternext en français ou en anglais dans les conditions définies ci-après (et à les maintenir en ligne pendant au moins deux ans) des informations suivantes :
 - dans les quatre mois qui suivent la clôture de l'exercice, ses comptes annuels, le rapport de gestion, les comptes consolidés et le rapport de gestion de la Société ainsi que les rapports des contrôleurs légaux (article 4.2 des Règles d'Alternext) ;
 - dans les quatre mois après la fin du deuxième trimestre, un rapport semestriel couvrant les six premiers mois de l'exercice (article 4.2 des Règles d'Alternext) ;
 - sans délai, la convocation aux assemblées générales et tout document transmis aux actionnaires (article 4.4 des Règles d'Alternext).
- 2) A rendre public (sans préjudice des obligations du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (le « **Règlement Général** ») :
 - toute information précise la concernant qui est susceptible d'avoir une influence sensible sur le cours de ses titres, étant précisé que la Société pourra sous sa propre responsabilité différer la publication de ladite information afin de ne pas porter atteinte à ses intérêts légitimes, sous réserve que cette omission ne risque pas d'induire les intervenants en erreur et que la Société soit en mesure d'assurer la confidentialité de ladite information (article 4.3 des Règles d'Alternext) ;
 - le franchissement à la hausse ou à la baisse par toute personne agissant seule ou de concert des seuils de participation représentant 50% ou 95% de son capital ou de ses droits de vote, dans un délai de cinq jours de bourse suivant celui où la Société en aura connaissance ;

- les opérations réalisées par ses dirigeants au sens des Règles d'Alternext, dans un délai de cinq jours de bourse suivant celui où la Société en aura connaissance, dès lors que ces opérations excèdent un montant cumulé de 5 000 euros calculé par dirigeant sur l'année civile.
- la Société s'engage également à assurer, sans frais pour les porteurs, le service des titres, le paiement des dividendes ou toute distribution à laquelle elle procédera.
- la Société s'engage en outre à respecter ses obligations conformément au Règlement Général et, notamment, celles relatives à :
 - i. l'information permanente (articles 223-1 A à 223-21 du Règlement Général)
;
 - ii. les déclarations des dirigeants ainsi que des personnes qui leur sont étroitement liées concernant leurs opérations sur les titres de la Société (article 223-22 A et 223-26 du Règlement Général).

Les engagements susvisés sont susceptibles d'évoluer en fonction de l'évolution de la réglementation applicable (en particulier, des Règles d'Alternext et du Règlement Général).

2. FACTEURS DE RISQUE LIÉS À L'OFFRE

En complément des facteurs de risque décrits au chapitre 4 « Facteurs de risques » du document de base, l'investisseur est invité à tenir compte des facteurs suivants et des autres informations contenues dans la présente note d'opération avant de décider d'investir dans les actions de la Société. Un investissement dans les actions de la Société implique des risques. Les risques significatifs que la Société a identifiés à la date du visa de l'AMF sur le Prospectus sont ceux décrits dans le document de base de la Société et ceux décrits ci-dessous. Si l'un de ces risques venait à se concrétiser, les activités, la situation financière, les résultats ou les perspectives de la Société pourraient en être significativement affectés. Dans une telle éventualité, le prix de marché des actions de la Société pourrait baisser et l'investisseur pourrait perdre la totalité ou une partie des sommes qu'il aurait investies dans les actions de la Société. D'autres risques et incertitudes non connus de la Société à ce jour ou qu'elle juge aujourd'hui non significatifs pourraient également perturber ou avoir un effet défavorable sur les activités, la situation financière, les résultats, les perspectives de la Société ou le prix de marché des actions de la Société.

2.1. Les actions de la Société n'ont pas été préalablement cotées et sont soumises aux fluctuations de marché

Les actions de la Société, jusqu'à leur admission aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris (« **Alternext** »), n'auront fait l'objet d'aucune cotation sur un marché financier. Le Prix de l'Offre (tel que ce terme est défini au paragraphe 5.3.1 ci-après) ne présage pas des performances du prix de marché des actions de la Société à la suite de leur admission aux négociations sur Alternext. Le prix de marché qui s'établira postérieurement à l'admission des actions de la Société aux négociations est susceptible de varier significativement par rapport au Prix de l'Offre. Bien que la Société ait demandé l'admission de ses actions aux négociations, il n'est pas possible de garantir l'existence d'un marché liquide pour ses actions ni qu'un tel marché, s'il se développe, perdurera. Si un marché liquide pour les actions de la Société ne se développe pas, le prix de marché de ses actions et la capacité des investisseurs à négocier leurs actions dans des conditions qu'ils pourraient juger satisfaisantes pourraient en être affectés.

2.2. Le prix de marché des actions de la Société est susceptible d'être affecté par une volatilité importante

Le prix de marché des actions de la Société pourrait être affecté de manière significative par de nombreux facteurs ayant un impact sur la Société, ses concurrents, les marchés sur lesquels elle intervient ou les conditions économiques générales. Le prix de marché des actions de la Société pourrait notamment fluctuer de manière sensible en réaction à des événements tels que :

- des variations des résultats financiers, des prévisions ou des perspectives de la Société ou de ceux de ses concurrents d'une période à l'autre ;
- des annonces de concurrents ou d'autres sociétés ayant des activités similaires et/ou des annonces concernant les marchés sur lesquels la Société intervient, y compris celles portant sur la performance financière et opérationnelle de ces sociétés ;
- des évolutions défavorables de l'environnement réglementaire applicable dans les pays ou les marchés propres au secteur d'activité de la Société ou à la Société elle-même ;
- des annonces portant sur des modifications de l'actionnariat de la Société ;
- des annonces portant sur des modifications de l'équipe dirigeante ;

- des annonces portant sur le périmètre des actifs de la Société (acquisitions, cession, etc.) ;
- des annonces portant sur de nouveaux contrats ; et
- des annonces portant sur des innovations technologiques par la Société ou ses concurrents.

Par ailleurs, les marchés boursiers connaissent d'importantes fluctuations qui ne sont pas toujours en rapport avec les résultats et les perspectives des sociétés dont les actions y sont négociées. De telles fluctuations de marché ainsi que la conjoncture économique pourraient donc également affecter de manière significative le prix de marché des actions de la Société.

2.3. La cession d'un nombre important d'actions de la Société par ses actionnaires financiers existants pourrait avoir un impact significatif sur le prix de marché des actions de la Société

Les actionnaires existants de la Société détiendront environ 77,08 %¹ du capital de la Société à l'issue de l'inscription des actions de la Société aux négociations sur Alternext. Ces actionnaires pourraient décider de céder leurs titres sur le marché. La décision de ces actionnaires de céder tout ou partie de leur participation sur le marché après l'expiration de leur engagement de conservation (tel que décrit au paragraphe 7.2.2 ci-après) ou avant son expiration en cas de levée éventuelle, ou la perception qu'une telle cession est imminente, pourrait avoir un effet défavorable significatif sur le prix de marché des actions de la Société.

2.4. La politique de distribution de dividendes de la Société

La Société n'a pas versé de dividendes au cours des trois derniers exercices.

En outre, la Société ne prévoit pas de distribuer de dividendes dans un avenir prévisible après l'inscription de ses actions aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris.

2.5. Risque lié à l'insuffisance des souscriptions et à l'annulation de l'opération.

L'Offre ne fera pas l'objet d'une garantie de bonne fin au sens de l'article L.225-145 du Code de commerce. Le début des négociations sur le titre n'interviendra donc qu'à l'issue des opérations de règlement-livraison et après délivrance du certificat du dépositaire.

En cas d'insuffisance de la demande, l'augmentation de capital envisagée dans le cadre de l'Offre pourrait être limitée aux souscriptions reçues dès lors que celles-ci atteindraient 75% du montant de l'émission initialement prévue. Ainsi, si les souscriptions reçues n'atteignent pas les trois-quarts (75%) de l'augmentation de capital, l'Offre serait annulée et les ordres de souscription deviendraient caducs.

Si les souscriptions reçues sont comprises entre 75% et 100% du montant de l'émission initialement prévue, les objectifs décrits à la section 3.4 « Raisons de l'Offre et utilisation prévue du produit net de l'Opération », pourraient être en partie remis en question.

¹ En cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation, sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 9,0 euros et si les ordres que les actionnaires se sont engagés à placer sont intégralement servis (voir paragraphe 5.2.2 de la présente Note d'Opération).

Notamment, il convient de préciser que pour lancer le projet ORCASIL, la Société devra avoir préalablement réalisé une levée de fonds de 5 M€. Si ce montant n'était pas atteint, c'est à dire en cas de souscription inférieure à 100 % du montant de l'émission initiale, la Société devrait alors trouver des financements complémentaires pour lancer le projet.

2.6. Les actionnaires de la Société ne bénéficieront pas des garanties associées aux marchés réglementés

Alternext ne constituant pas un marché réglementé, les actionnaires de la Société ne pourront donc pas bénéficier des garanties correspondantes. En revanche, des garanties spécifiques relatives à la transparence financière de la Société et à la protection des actionnaires minoritaires sont mentionnées aux sections 1.5 « Engagements de la Société » et 4.9 « Réglementation française en matière d'offres publiques » de la présente note d'opération. De surcroît, la nature de l'opération réalisée implique de respecter les règles de l'offre au public.

2.7. Risque de dilution

A la date de visa sur le Prospectus, les instruments financiers susceptibles d'entraîner une dilution au capital sont représentés par des Bons de Souscription de Parts de Créateur d'Entreprise (BSPCE ou « BCE ») dont le nombre s'élève à 196 411, donnant le droit de souscrire un nombre maximum de 241 555 actions ordinaires de la Société, soit 14,29 % du capital de la Société en cas de dilution maximale.

Les actionnaires qui ne souscriraient pas d'actions émises dans le cadre de l'admission des actions de la Société sur Alternext verraient leur quote-part de capital et de droits de vote de la Société diminuée.

Par ailleurs, la Société pourrait à l'avenir augmenter son capital dans le but de financer de futurs investissements et pourrait, dans certaines conditions, limiter ou supprimer les droits préférentiels de souscription des actionnaires existants au titre de cette augmentation de capital. Toute augmentation du capital social impliquant l'émission de nouvelles actions avec suppression du droit préférentiel de souscription est soumise à l'accord préalable de l'assemblée générale de la Société. Une telle augmentation de capital pourrait avoir pour effet de diluer les participations dans le capital de la Société détenues par les actionnaires à cette date et pourrait avoir une incidence négative sur le cours des actions, les bénéfices par action et la valeur nette d'inventaire par action. En particulier, l'assemblée générale du 15 mars 2016 a approuvé plusieurs résolutions mettant en place des délégations financières autorisant l'attribution par le conseil d'administration de valeurs mobilières donnant accès au capital. Il est précisé que la dilution potentielle maximale résultant de la mise en place de ces plans serait de 3%, le nombre total maximum cumulé des actions pouvant être émises et attribuées en vertu de ces résolutions ne saurait être supérieur à 3 % du total des actions composant le capital de la Société à la date de leur attribution.

3. INFORMATIONS DE BASE

3.1. Déclaration sur le fonds de roulement net

La Société ne dispose pas, de son point de vue, à la date de visa sur le présent Prospectus, d'un fonds de roulement net suffisant pour faire face à ses obligations et à ses besoins de trésorerie des douze prochains mois qui s'élèvent à environ 1,9 M€, soit un montant net hors frais d'introduction en bourse de 1,2 M€. Le remboursement du montant de la dette en compte courant, qui s'élève à 1 M€ et dont le remboursement serait exigible en cas de non réalisation de l'introduction en bourse, n'a pas été pris en compte dans l'évaluation du besoin en fonds de roulement. La Société estime pouvoir couvrir ses besoins de financement jusqu'à fin juillet 2016.

Le produit net de l'Offre résultant de l'introduction en bourse, y compris en cas de réalisation à 75% de l'augmentation de capital envisagée, sur la base de l'hypothèse basse de la fourchette de prix et hors compensation de créances, constitue la solution privilégiée par la Société pour financer la poursuite de ses activités et obtenir les financements nécessaires à son développement au cours des douze prochains mois à compter de la date de visa du présent prospectus.

3.2. Capitaux propres et endettement

La situation non auditée des capitaux propres et de l'endettement financier net de la Société au 30 avril 2016, établie conformément aux recommandations de l'ESMA (European Securities and Markets Authority) de mars 2013 (ESMA/2013/319, paragraphe 127) est présentée ci-dessous :

Capitaux propres et endettement (30/04/2016)	en k€
Total des dettes courantes :	1 192
Dette courante faisant l'objet de garanties	0
Dette courante faisant l'objet de nantissements	0
Dette courante sans garantie ni nantissement	1 192
Total des dettes non courantes (hors partie courante des dettes long terme)	1 331
Dette non courante faisant l'objet de garanties	0
Dette non courante faisant l'objet de nantissements	0
Dette non courante sans garantie ni nantissement	1 331
Capitaux propres	588
Capital social	145
Primes liées au capital	4 639
Réserves	8
Résultat	(4 203)

Endettement Financier net de la Société (30/04/2016)	en k€
A - Trésorerie	701
B - Équivalent de trésorerie	0
C - Titres de placement	509
D - Liquidité (A+B+C)	1 210
E - Créances financières à court terme	0
F - Dettes bancaires à court terme	160
G - Part à moins d'un an des dettes à moyen et long termes	0
H - Autres dettes financières à court terme	1 032
I - Dettes financières courantes à court terme (F+G+H)	1 192
J - Endettement financier net à court terme (I-E-D)	(19)
K - Emprunts bancaires à plus d'un an	512
L - Obligations émises	0
M - Autres emprunts à plus d'un an	819
N - Endettement financier net à moyen et long termes (K+L+M)	1 331
O - Endettement financier net (J+N)	1 312

Aucun changement significatif susceptible d'affecter le montant de l'endettement financier net à moyen et long termes et le montant des capitaux propres hors résultat de la période n'est intervenu depuis le 30 avril 2016.

Il est rappelé que le 25 janvier 2016 la Société a bénéficié d'un nouveau financement de la part des actionnaires historiques Siparex et d'Amundi, sous la forme d'une avance en compte courant d'un montant de 1 M €. Dans le cadre du projet d'introduction en bourse de la Société sur Alternext d'Euronext Paris, le montant du principal de cette avance en compte courant sera incorporé au capital de la Société.

3.3. Intérêt des personnes physiques et morales participant à l'Offre

Le Chef de File et Teneur de Livre et/ou certains de ses affiliés ont rendu et/ou pourront rendre dans le futur, divers services bancaires, financiers, d'investissements, commerciaux et autres à la Société, ses affiliés ou actionnaires ou à ses mandataires sociaux, dans le cadre desquels ils ont reçu ou pourront recevoir une rémunération.

Il est précisé que le bureau d'analyse du Chef de File et Teneur de Livre a réalisé une analyse financière indépendante dans le cadre de l'opération.

Par ailleurs, il convient de rappeler que les fonds Amundi, Siparex et Calao Finance, tous trois actionnaires d'Enertime, se sont engagés à souscrire à l'Offre.

3.4. Raisons de l'Offre et utilisation prévue du produit net de l'opération

L'émission d'Actions Nouvelles, objet de la présente Offre, et l'inscription des actions de la Société aux négociations sur Alternext sont destinées à fournir à la Société des moyens supplémentaires pour financer sa stratégie et plus particulièrement. Le produit net des fonds levés dans le cadre de l'émission des Actions Nouvelles s'élève à 3,9 M€ et à 2,9 M€ après compensation de créances d'un montant de 1,0 M€, avant exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation (sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 9,0 euros). L'allocation du produit net de 3,9 M€ est la suivante :

- 1) Financement des besoins courants de la Société dans le cadre de la réalisation des équipements clés en main vendus, pour 70 % du produit net, soit 2,7 millions d'euros ;
- 2) Renforcement des équipes commerciales dont création d'une filiale en Chine pour 20 % du produit net, soit 0,8 million d'euros ;
- 3) Développement Corporate / financement de l'activité courante (R&D, IT, Service après-vente, etc.) pour 10 % du produit net, soit 0,4 million d'euros.

Dans le cas d'une Offre souscrite à 75%, la part consacrée au poste 1) serait diminuée. Cependant, même avec une taille réduite à 75 %, l'augmentation de capital réalisée contribuerait à renforcer la situation financière de la Société et à financer l'insuffisance en fonds de roulement.

Il est rappelé par ailleurs que les besoins de trésorerie des douze prochains mois s'élèvent à environ 1,9 M€, hors remboursement du montant de la dette en compte courant qui s'élève à 1 M€. En effet, en janvier 2016, la Société a reçu deux avances en compte courant d'un montant global d'1 M€ de la part de Siparex et Amundi qui se sont engagés à souscrire à l'augmentation de capital d'Enertime, dans le cadre de l'introduction en bourse, par compensation des créances à hauteur du montant en principal de ces avances en compte courant, soit 1 M€. Cet engagement s'effectuera exclusivement par compensation avec la créance en compte courant susvisée, étant précisé que cet ordre sera servi en priorité et intégralement même en cas de réduction à 75 % de l'Offre.

4. INFORMATIONS SUR LES VALEURS MOBILIÈRES DEVANT ÊTRE OFFERTES ET ADMISES À LA NÉGOCIATION

4.1. Nature, catégorie et date de jouissance des Actions Offertes et admises à la négociation

Nature et nombre des titres dont l'admission aux négociations est demandée	<p>Les titres de la Société dont l'admission aux négociations sur Alternext d'Euronext à Paris est demandée sont :</p> <p>(i) la totalité des 1.448.607 actions existantes composant le capital de la société Enertime, de 0,10 € de valeur nominale chacune, en ce compris 426.299 actions ordinaires, 496.000 actions de préférence de catégorie A et 526.308 actions de préférence de catégorie B qui seront automatiquement converties en actions ordinaires à raison d'une action ordinaire pour une action de préférence, concomitamment à la première cotation des actions aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris (les « Actions Existantes ») ;</p> <p>(ii) la totalité des 241.555 actions maximum à provenir de l'exercice de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise attribués à ce jour ; et</p> <p>(iii) les 555.555 actions nouvelles de la Société à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire par voie d'offre au public, pouvant être porté à un nombre maximum de 638.888 actions nouvelles à émettre en cas d'exercice de la Clause d'Extension (les « Actions Nouvelles ») et à un nombre maximum de 734.721 actions nouvelles en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation (les « Actions Nouvelles Supplémentaires » et avec les Actions Nouvelles, les « Actions Offertes »).</p> <p>A la date de première cotation des actions, les titres de la Société seront des actions ordinaires de la Société, toutes de même catégorie.</p>
Date de jouissance	1 ^{er} janvier 2016 pour les Actions Offertes
Libellé pour les actions	Enertime
Code ISIN	FR0011915339
Mnémonique	ALENE
Compartiment	Alternext d'Euronext à Paris
Secteur d'activité	Code APE : 2811 Z Classification ICB : 0583 Renewable Energy Equipment
Négociation des actions	La première cotation des actions sur le marché Alternext d'Euronext Paris devrait intervenir le 4 juillet 2016 et les négociations devraient débuter le 7 juillet 2016. Toutes les actions de la Société seront négociées sur la ligne de cotation « Enertime ».

4.2. Droit applicable et tribunaux compétents

Les actions de la Société sont soumises à la législation française.

Les tribunaux compétents en cas de litige avec la Société sont ceux du lieu du siège social de la Société lorsque la Société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges lorsque la Société est demanderesse, sauf disposition contraire du Code de procédure civile.

4.3. Forme et inscription en compte des actions de la Société

Les actions de la Société pourront revêtir la forme nominative ou au porteur, au choix des actionnaires.

Conformément à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier, elles seront obligatoirement inscrites en compte-titres tenu, selon le cas, par la Société ou un intermédiaire habilité.

En conséquence, les droits des titulaires seront représentés par une inscription sur un compte-titres ouvert à leur nom dans les livres :

- Société Générale Securities Services (32 rue du Champ de Tir - 44308 Nantes Cedex 3 – France) mandaté par la Société, pour les actions conservées sous la forme nominative pure ;
- d'un intermédiaire habilité de leur choix et de Société Générale Securities Services (32 rue du Champ de Tir - 44308 Nantes Cedex 3 – France), mandaté par la Société, pour les actions détenues sous la forme nominative administrée ;
- d'un intermédiaire habilité de leur choix pour les actions détenues sous la forme au porteur.

Conformément aux articles L. 211-15 et L. 211-17 du Code monétaire et financier, les actions se transmettent par virement de compte à compte et le transfert de propriété des actions résultera de leur inscription au compte-titres de l'acquéreur.

Les actions de la Société feront l'objet d'une demande d'admission aux opérations d'Euroclear France qui assurera la compensation des actions entre teneurs de compte-conservateurs.

Selon le calendrier indicatif, il est prévu que les actions de la Société soient inscrites en compte-titres à compter du 6 juillet 2016.

4.4. Devise dans laquelle l'augmentation de capital a lieu

L'Offre sera réalisée en euros.

4.5. Droits attachés aux actions

En l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société, les principaux droits attachés aux actions sont décrits ci-après. Il est précisé que les actions de la Société seront soumises aux dispositions des statuts tels qu'adoptés par l'assemblée générale extraordinaire du 15 mars 2016 sous la condition suspensive non rétroactive de la première cotation des actions de la Société sur Alternext Paris.

Formes des titres

Les actions entièrement libérées revêtent la forme nominative ou au porteur, au choix de chaque actionnaire en ce qui le concerne, sous réserve, toutefois, de l'application des dispositions légales relatives à la forme des actions détenues par certaines personnes physiques ou morales. Les actions non entièrement libérées revêtent obligatoirement la forme nominative.

Les actions donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La propriété des actions délivrées sous la forme nominative résulte de leur inscription en compte nominatif.

Droits de vote

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins, sous réserve de l'application des dispositions légales et réglementaires, étant toutefois précisé que l'assemblée générale des actionnaires de la Société du 15 mars 2016 a décidé d'instituer un droit de vote double, sous la condition suspensive non rétroactive de la première cotation des actions de la Société sur Alternext d'Euronext à Paris, attaché à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire ; étant précisé que le délai de deux ans commence à courir à compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur Alternext d'Euronext à Paris et que ce droit n'est pas rétroactif.

Bénéfice – Réserves légales - Droit à dividendes

Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation à une quotité proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu à l'alinéa précédent, et augmenté du report bénéficiaire.

L'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice peut accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions des dividendes ou acomptes sur dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq années à partir de la date de leur mise en paiement sont prescrits et doivent, passé ce délai, être reversés à l'Etat.

Les dividendes versés à des non-résidents sont soumis à une retenue à la source en France (voir le paragraphe 4.12 de la présente note d'opération).

Droit préférentiel de souscription

Les actions de la Société bénéficient d'un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital dans les conditions prévues par le code de commerce.

Limitation des droits de vote

Aucune clause statutaire ne restreint le droit de vote attaché aux actions.

Titres au porteur identifiables

La Société pourra, dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, demander à tout moment, contre rémunération à sa charge, à tout organisme habilité, le nom, ou, s'il s'agit d'une personne morale, la dénomination sociale, la nationalité et l'adresse des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires, ainsi que la quantité de titres détenue par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont ces titres peuvent être frappés.

4.6. Autorisations

4.6.1. Assemblée générale de la Société ayant autorisé l'émission

L'émission des Actions Nouvelles a été autorisée par les douzième et quinzième résolutions de l'assemblée générale à caractère mixte du 15 mars 2016 dont le texte est reproduit ci-après :

DOUZIEME RESOLUTION

Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par émission d'actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et offre au public

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes,

conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants du code de commerce, et, notamment, de ses articles L. 225-129 à L. 225-129-6, L. 225-135, L. 225-135-1, L. 225-136, L. 228-91 et L. 228-92,

délègue au conseil d'administration sa compétence pour décider l'émission, par voie d'offre au public en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, en France ou à l'étranger, en euros, en devises étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs devises, à titre gratuit ou onéreux, d'actions ordinaires de la Société ainsi que de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires de la Société, lesdites actions conférant les mêmes droits que les actions anciennes sous réserve de leur date de jouissance,

décide que les valeurs mobilières ainsi émises pourront consister en des titres de créances, être associées à l'émission de tels titres ou en permettre l'émission comme titres intermédiaires,

décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires sur les actions ordinaires ou valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation,

décide de laisser au conseil d'administration, si lors de l'utilisation de la présente délégation, les actions de la Société étaient admises aux négociations sur un marché réglementé, la faculté d'instituer au profit des actionnaires, sur tout ou partie des émissions, un droit de priorité pour les souscrire pendant le délai et selon les termes qu'il fixera conformément aux dispositions de l'article L. 225-135 du code de commerce, cette priorité ne donnant pas lieu à la création de droits négociables, mais pouvant être exercée tant à titre irréductible que réductible,

prend acte, en tant que de besoin, que la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs des valeurs mobilières le cas échéant émises en vertu de la présente délégation, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donneront droit,

décide de fixer à 217.000 euros (ou la contre valeur de ce montant en cas d'émission en une autre devise) le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement et/ou à terme, en vertu de la présente résolution, étant précisé que :

- le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation s'imputera sur le montant du plafond global prévu à la seizième résolution ci-après,
- à ces plafonds s'ajoutera, le cas échéant, la valeur nominale des actions à émettre pour préserver, conformément à la loi, et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières et autres droits donnant accès au capital,

décide de fixer à 25 millions d'euros (ou la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en une autre devise) le montant nominal maximum des titres de créances pouvant être émis en vertu de la présente délégation, étant précisé que :

- ce montant sera majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair,
- ce montant s'imputera sur le plafond global visé à la seizième résolution ci-après,
- ce plafond ne s'applique pas aux titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le conseil d'administration conformément à l'article L. 228-40 du code de commerce,

décide que, si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une telle émission, le conseil d'administration pourra utiliser, dans l'ordre qu'il déterminera, l'une ou l'autre des facultés suivantes :

- limiter l'émission au montant des souscriptions, sous la condition que celles-ci atteignent les trois-quarts au moins de l'émission initialement décidée,
- répartir librement tout ou partie des titres émis non souscrits entre les personnes de son choix, et
- offrir au public, sur le marché, français ou international, tout ou partie des titres émis non souscrits,

décide que le prix d'émission des actions et des valeurs mobilières, susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, sera fixé par le conseil d'administration selon les modalités suivantes :

- au titre de l'augmentation de capital à réaliser à l'occasion de l'admission aux négociations et de la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris, le prix de souscription d'une action nouvelle résultera de la confrontation de l'offre des actions et des demandes de souscription émises par les investisseurs dans le cadre de la technique dite de « construction du livre d'ordre »,
- postérieurement à l'admission aux négociations et la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris, le prix d'émission des actions sera au moins égal à la moyenne des cours moyens pondérés par les volumes des trois derniers jours de bourse précédant sa fixation, telle que le cas échéant diminuée d'une décote maximale de 15 % (étant toutefois précisé que si, lors de l'utilisation de la présente délégation, les actions de la Société étaient admises aux négociations sur un marché réglementé, le prix serait fixé conformément aux dispositions de l'article L. 225-136-1° du code de commerce), et corrigée en cas de différence de date de jouissance, étant précisé que le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission défini ci-dessus,

précise que la délégation ainsi conférée au conseil d'administration est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente assemblée,

décide que le conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et les statuts, la présente délégation à l'effet notamment :

- d'arrêter les dates, les conditions et les modalités de toute émission ainsi que la forme et les caractéristiques des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre, avec ou sans prime,
- de fixer les montants à émettre, la date de jouissance éventuellement rétroactive des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre, leur mode de libération ainsi que, le cas échéant, les modalités d'exercice des droits à échange, conversion, remboursement ou attribution de toute autre manière de titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital,
- de procéder à tous ajustements requis en application des dispositions légales ou réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, pour protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société et
- de suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières pendant un délai maximum de trois mois,

décide que le conseil d'administration pourra :

- à sa seule initiative et lorsqu'il l'estimera approprié, imputer les frais, droits et honoraires occasionnés par les augmentations de capital réalisées en vertu de la délégation visée dans la présente résolution, sur le montant des primes afférentes à ces opérations et prélever, sur le montant de ces primes, les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital, après chaque opération,

- *prendre toute décision en vue de l'admission des titres et des valeurs mobilières ainsi émis aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris et, plus généralement,*

prendre toutes mesures, conclure tout engagement et effectuer toutes formalités utiles à la bonne fin de l'émission proposée, ainsi qu'à l'effet de rendre définitive l'augmentation de capital en résultant, et apporter aux statuts les modifications corrélatives.

QUINZIEME RESOLUTION

Délégation de compétence à consentir au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes,

conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-135-1 et suivants, L. 228-91 et L. 228-92 du code de commerce,

délègue au conseil d'administration sa compétence à l'effet d'augmenter le nombre d'actions ou de valeurs mobilières à émettre en cas de demande excédentaire de souscription dans le cadre d'augmentations de capital de la Société avec ou sans droit préférentiel de souscription décidée en vertu des résolutions ci-dessus, dans les conditions prévues à l'article L. 225-135-1 et R. 225-118 du code de commerce (soit, à ce jour, dans les trente jours de la clôture de la souscription, au même prix que celui retenu pour l'émission initiale et dans la limite de 15 % de l'émission initiale), lesdites actions conférant les mêmes droits que les actions anciennes sous réserve de leur date de jouissance,

précise que le montant nominal de toute augmentation de capital social décidée en vertu de la présente délégation dans le cadre d'augmentations de capital de la Société avec ou sans droit préférentiel de souscription décidées en vertu des résolutions ci-dessus s'imputera sur le plafond global prévu à la seizième résolution ci-dessous, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire des actions ou valeurs mobilières à émettre éventuellement en supplément, pour préserver, conformément à la loi et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital et autres droits donnant accès au capital,

décide que la présente délégation est donnée au conseil d'administration pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente assemblée,

décide que le conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et les statuts, la présente délégation à l'effet notamment :

- *d'arrêter les dates, les conditions et les modalités de toute émission ainsi que la forme et les caractéristiques des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre, avec ou sans prime,*

- *de fixer les montants à émettre, la date de jouissance éventuellement rétroactive des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre, leur mode de libération ainsi que, le cas échéant, les modalités d'exercice des droits à échange, conversion, remboursement ou attribution de toute autre manière de titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital,*
- *de procéder à tous ajustements requis en application des dispositions légales ou réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables, pour protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières et autres droits donnant accès au capital de la Société et*
- *de suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières pendant un délai maximum de trois mois,*

décide que le conseil d'administration pourra :

- *à sa seule initiative et lorsqu'il l'estimera approprié, imputer les frais, droits et honoraires occasionnés par les augmentations de capital réalisées en vertu de la délégation visée dans la présente résolution, sur le montant des primes afférentes à ces opérations et prélever, sur le montant de ces primes, les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital, après chaque opération,*
- *prendre toute décision en vue de l'admission des titres et des valeurs mobilières ainsi émis aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris et, plus généralement,*

prendre toutes mesures, conclure tout engagement et effectuer toutes formalités utiles à la bonne fin de l'émission proposée, ainsi qu'à l'effet de rendre définitive l'augmentation de capital en résultant, et apporter aux statuts les modifications corrélatives.

4.6.2. Conseil d'administration de la Société ayant décidé le principe de l'émission

En vertu de la délégation de compétence mentionnée au paragraphe ci-dessus, le Conseil d'administration lors de sa réunion du 10 juin 2016, à :

- décidé le principe d'une augmentation de capital à réaliser en numéraire d'un montant nominal de 55.555,50 euros, pouvant être portée à 63.888,80 euros en cas d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par offre au public et sans délai de priorité, par émission d'un maximum de 555.555 actions nouvelles, pouvant être portée à 734.721 actions nouvelles en cas d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation; d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune ;
- fixé la fourchette indicative du prix d'émission des Actions Nouvelles entre 7,65 euros et 10,35 euros par action ; étant précisé que cette fourchette pourra être modifiée dans les conditions prévues au paragraphe 5.3.2.3 de la présente note d'opération.

Les modalités définitives de l'augmentation de capital, parmi lesquelles, notamment, le nombre et le prix d'émission définitif des Actions Nouvelles, seront arrêtées par le Conseil d'administration de la Société lors d'une réunion qui devrait se tenir, selon le calendrier indicatif, le 4 juillet 2016.

4.7. Date prévue de règlement-livraison des actions

La date prévue pour le règlement-livraison des actions est le 6 juillet 2016 selon le calendrier indicatif figurant au paragraphe 5.1.2 ci-après.

4.8. Restrictions à la libre négociabilité des actions de la Société

Aucune clause statutaire ne restreint la libre négociation des actions composant le capital de la Société.

Une description détaillée des engagements pris par la Société et certains de ses actionnaires figure en section 7.2 ci-après.

4.9. Réglementation française en matière d'offres publiques

A compter de l'inscription de ses actions aux négociations sur Alternext d'Euronext à Paris, la Société sera soumise aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France relatives aux offres publiques obligatoires, aux offres publiques de retrait et à la procédure de retrait obligatoire.

Offre publique obligatoire

L'article L. 433-3 du code monétaire et financier et les articles 234-1 et suivants du règlement général de l'AMF fixent les conditions de dépôt obligatoire d'un projet d'offre publique, libellé à des conditions telles qu'il puisse être déclaré conforme par l'AMF, visant la totalité des titres de capital et des titres donnant accès au capital ou aux droits de vote d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un système multilatéral de négociation organisée. .

Offre publique de retrait et retrait obligatoire

L'article L. 433-4 du Code monétaire et financier et les articles 236-1 et suivants (offre publique de retrait), 237-1 et suivants (retrait obligatoire à l'issue d'une offre publique de retrait) et 237-14 et suivants (retrait obligatoire à l'issue de toute offre publique) du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers prévoient les conditions de dépôt d'une offre publique de retrait et de mise en œuvre d'une procédure de retrait obligatoire des actionnaires minoritaires d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un système multilatéral de négociation organisée.

4.10. Offres publiques d'achat initiées par des tiers sur le capital de la Société durant le dernier exercice et l'exercice en cours

Aucun titre de la Société n'étant admis aux négociations sur un système multilatéral de négociation organisée à la date du Prospectus, aucune offre publique d'acquisition émanant de tiers n'a été lancée sur le capital de la Société durant le dernier exercice et l'exercice en cours.

4.11. Régime spécial des Plans d'épargne en actions (« PEA »)

Pour les actionnaires personnes physiques qui sont des résidents fiscaux de France, les actions ordinaires de la Société constituent des actifs éligibles au PEA.

Le plafond des versements dans un PEA est de 150.000 euros (300.000 euros pour un couple).

Sous certaines conditions, le PEA ouvre droit :

- pendant la durée du PEA, à une exonération d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux à raison des plus-values nettes générées par les placements effectués dans le cadre du PEA, à condition notamment que ces plus-values soient maintenues dans le PEA, et
- au moment de la clôture du PEA (si elle intervient plus de cinq ans après la date d'ouverture du PEA) ou lors d'un retrait partiel (s'il intervient plus de huit ans après la date d'ouverture du PEA), à une exonération d'impôt sur le revenu à raison du gain net réalisé depuis

l'ouverture du plan. Cependant, ces plus-values restent soumises au prélèvement social, aux contributions additionnelles à ce prélèvement, à la CSG et à la CRDS au taux global de 15,5%.

Les moins-values réalisées sur des actions détenues dans le cadre du PEA ne sont en principe imputables que sur des plus-values réalisées dans le même cadre (des règles spécifiques s'appliquent toutefois à certains cas de clôture du PEA). Les investisseurs sont invités à se rapprocher de leur conseil fiscal sur cette question.

A défaut de respecter les conditions de l'exonération, les plus-values de cession réalisées sur les placements effectués dans le cadre d'un PEA sont imposables (i) lorsque le retrait ou le rachat intervient dans les deux ans de son ouverture, au taux majoré de 22,5 % (article 200 A du CGI), (ii) lorsque le retrait ou le rachat intervient entre deux et cinq ans à compter de l'ouverture du PEA, au taux de 19 %, à ces impositions s'ajoutent, en toute hypothèse, les prélèvements sociaux la contributions additionnelles à ce prélèvement, la CSG et la CRDS au taux global de 15,5%.

Il est à noter que la loi de finances n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 pour 2014 a créé une nouvelle catégorie de PEA dite « PME-ETI », qui bénéficie des mêmes avantages fiscaux que le PEA.

Les titres éligibles doivent notamment avoir été émis :

- soit par une entreprise qui, d'une part, occupe moins de 5.000 personnes et qui, d'autre part, a un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1.5 milliard d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 2 milliards d'euros ;
- soit par une entreprise dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé ou sur un système multilatéral de négociation, dont la capitalisation boursière est inférieure à 1 milliard d'euros, dont aucune personne morale ne détient plus de 25% de son capital, et qui respecte les conditions décrites au premier point ci-dessus appréciées sur la base des comptes consolidés de la société émettrice des titres concernés et, le cas échéant, de ceux de ses filiales.

Le plafond des versements est fixé à 75.000 euros (150.000 euros pour un couple). Le PEA « PME-ETI » est cumulable avec un PEA de droit commun, et chaque contribuable ne peut être titulaire que d'un PEA « PME-ETI ».

A la date de la Note d'Opération, les actions de la Société constituent des actifs éligibles aux PEA « PME-ETI ».

Toutefois, les titres dont la souscription a ouvert droit aux dispositifs de la réduction d'impôt sur la fortune de l'article 885-0 V bis du Code général des impôts ou à la réduction d'impôt sur le revenu de l'article 199 terdecies-O A du Code général des impôts, visés ci-dessous, ne peuvent pas figurer dans un PEA ou un PEA « PME-ETI ».

L'attention des actionnaires potentiels est attirée sur le fait que ces règles sont susceptibles d'être affectées par d'éventuelles modifications législatives ou réglementaires, assorties le cas échéant d'un effet rétroactif, ou par un changement de leur interprétation par l'administration fiscale française.

4.12. Retenue à la source sur les dividendes versés à des non-résidents fiscaux français

Les informations contenues dans la présente section résument les conséquences fiscales françaises susceptibles de s'appliquer, en l'état actuel de la législation française et sous réserve de l'application éventuelle des conventions fiscales internationales, aux actionnaires, personnes physiques ou morales, qui ne sont pas des résidents fiscaux de France et qui recevront des dividendes à raison des actions de la Société qu'ils détiendront autrement que par l'intermédiaire d'une base fixe ou d'un établissement stable en France.

En tout état de cause, ces informations n'ont pas vocation à constituer une analyse complète de l'ensemble des effets fiscaux susceptibles de s'appliquer aux actionnaires. Ceux-ci doivent s'assurer, auprès de leur conseiller fiscal habituel, de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier.

Les règles dont il est fait mention ci-après sont par ailleurs susceptibles d'être affectées par d'éventuelles modifications législatives ou réglementaires, assorties le cas échéant d'un effet rétroactif, ou par un changement de leur interprétation par l'administration fiscale française.

Les dividendes distribués par la Société font, en principe, l'objet d'une retenue à la source, prélevée par l'établissement payeur des dividendes, lorsque le domicile fiscal ou le siège social du bénéficiaire personne physique effectif est situé hors de France. Sous réserve de ce qui est dit ci-après, le taux de cette retenue à la source est fixé à (i) 21 % lorsque les dividendes sont éligibles à l'abattement de 40% prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI et que le bénéficiaire est une personne physique dont le domicile fiscal est situé dans un État membre de l'Union européenne ou en Islande, en Norvège ou au Liechtenstein, et à (ii) 30 % dans les autres cas. Elle est liquidée sur le montant brut des revenus mis en paiement.

Cette retenue à la source peut être réduite, voire supprimée, en application, des conventions fiscales internationales conclues par la France et l'Etat de résidence du bénéficiaire. Les actionnaires sont invités à se renseigner sur les modalités pratiques d'application des conventions fiscales internationales, telles que notamment prévues par la doctrine administrative figurant dans le Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts du 12 septembre 2012 (BOI-INT-DG-20-20-20-20120912) relative aux procédures dites « normale » ou « simplifiée » de réduction ou d'exonération de la retenue à la source.

Par ailleurs :

- les organismes à but non lucratif, dont le siège est situé (i) dans un État membre de l'Union européenne ou (ii) en Islande, en Norvège ou au Liechtenstein, et qui seraient imposés, s'ils avaient leur siège en France, dans les conditions prévues au 5 de l'article 206 du CGI telles qu'interprétées par la doctrine administrative Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts du 25 mars 2013 (BOI-IS-CHAMP-10-50-10-40-20130325, n° 580 et s.), peuvent bénéficier d'un taux de retenue à la source réduit à 15 % ;
- sous réserve de remplir les conditions visées à l'article 119 ter du CGI, les actionnaires personnes morales qui détiennent au moins 10% du capital de la Société de manière ininterrompue pendant au moins 2 ans, ou 5% du capital et des droits de vote de la Société si l'actionnaire est dans l'impossibilité d'imputer la retenue à la source dans son Etat de résidence, peuvent bénéficier d'une exonération de retenue à la source à raison des dividendes versés par la Société si leur siège de direction effective est situé (i) dans un État membre de l'Union européenne, ou (ii) en Islande, en Norvège ou au Liechtenstein. Les actionnaires concernés sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal afin de déterminer dans quelle mesure et sous quelles conditions ils peuvent bénéficier de cette exonération ;
- en vertu du 2 de l'article 119 bis du CGI, sont exonérés de retenue à la source, sous réserve du respect des conditions posées par la doctrine administrative figurant notamment dans le bulletin officiel des finances publiques du 12 août 2013 (BOI-RPPM-RCM-30-30-20-70-20130812), les dividendes distribués à des organismes de placement collectif de droit étranger situés dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un Etat ou territoire ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et remplissant les deux conditions suivantes : (i) lever des capitaux auprès d'un certain nombre d'investisseurs en vue de les investir, conformément à une politique d'investissement définie, dans l'intérêt de ces investisseurs et (ii) présenter des caractéristiques similaires à celles de certains organismes de placement collectif de droit français. Les actionnaires concernés sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal afin de déterminer dans quelle mesure et sous quelles conditions ils peuvent bénéficier de cette exonération.

Toutefois, les dividendes distribués par la Société feront l'objet d'une retenue à la source au taux de 75 %, quel que soit le domicile fiscal ou le siège social de l'actionnaire (sous réserve, le cas échéant, des dispositions plus favorables des conventions internationales) s'ils sont payés ou réputés payés hors de France dans un État ou territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts. La liste des États et territoires non coopératifs est publiée par arrêté interministériel et mise à jour annuellement.

Il appartient aux actionnaires de la Société concernés de se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer notamment s'ils sont susceptibles (i) de se voir appliquer la législation relative aux États et territoires non coopératifs et/ou (ii) de bénéficier d'une réduction ou d'une exonération de la retenue à la source.

Les actionnaires qui ne sont pas résidents fiscaux de France doivent également se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur État de résidence au titre des dividendes distribués par la Société, telle qu'éventuellement modifiée par la convention fiscale internationale signée entre la France et cet État.

4.13. Réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au titre de la souscription à l'augmentation de capital (article 885-0 V bis du Code général des impôts)

Afin de permettre aux investisseurs personnes physiques, qui ne sont ni associés ni actionnaires de la Société à la date de l'Offre, de bénéficier, le cas échéant, du dispositif de réduction d'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) à hauteur de 50% des versements effectués au titre des souscriptions en numéraire à l'augmentation, la Société s'engage à satisfaire aux conditions d'éligibilité prévues au 1 bis du I de l'article 885-0 V bis du Code général des impôts et relatives aux investissements directs, dans les limites fixées par les textes législatifs, à savoir :

- (i) Être une petite et moyenne entreprise au sens de l'annexe I au règlement (UE) n° 651/2014 de la commission du 17 juin précité ;
- (ii) Ne pas être pas qualifiable d'entreprise en difficulté au sens du 18 de l'article 2 du même règlement ;
- (iii) Exercer une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale, à l'exclusion des activités procurant des revenus garantis en raison de l'existence d'un tarif réglementé de rachat de la production ou bénéficiant d'un contrat offrant un complément de rémunération défini à l'article L. 314-18 du code de l'énergie, des activités financières, des activités de gestion de patrimoine mobilier définie à l'article 885 O quater du présent code et des activités immobilières ;
- (iv) Remplir au moins l'une des conditions suivantes au moment de l'investissement initial :
 - N'exercer son activité sur aucun marché,
 - N'exercer son activité sur un marché, quel qu'il soit, depuis moins de sept ans après sa première vente commerciale. Le seuil de chiffre d'affaires qui caractérise la première vente commerciale ainsi que ses modalités de détermination doivent être fixés par décret, lequel n'a à ce jour pas été publié ;
 - Avoir besoin d'un investissement en faveur du financement des risques qui, sur la base d'un plan d'entreprise établi en vue d'intégrer un nouveau marché géographique ou de produits, est supérieur à 50 % de son chiffre d'affaires annuel moyen des cinq années précédentes ;
- (v) Ses actifs ne doivent pas être constitués de façon prépondérante de métaux précieux, d'œuvres d'art, d'objets de collection, d'antiquités, de chevaux de course ou de concours ou, sauf si l'objet même de son activité consiste en leur consommation ou en leur vente au détail, de vins ou d'alcools ;

- (vi) Avoir son siège de direction effective dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ;
- (vii) Ne pas avoir ses titres admis aux négociations sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation français ou étranger au sens des articles L. 421-1 ou L. 424-1 du code monétaire et financier, sauf si ce marché est un système multilatéral de négociation où la majorité des instruments admis à la négociation sont émis par des petites et moyennes entreprises au sens de l'annexe I au règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 précité ;
- (viii) Etre soumise à l'impôt sur les bénéfices dans les conditions de droit commun ou y serait soumise dans les mêmes conditions si son activité était exercée en France ;
- (ix) Compter au moins deux salariés à la clôture de l'exercice qui suit la souscription ayant ouvert droit à la présente réduction, ou un salarié si elle est soumise à l'obligation de s'inscrire à la chambre de métiers et de l'artisanat ;
- (x) Le montant total des versements reçus au titre des souscriptions mentionnées au I et au III de l'article 885-0 V bis (et 199 terdecies-O A) du CGI et des aides dont elle bénéficie au titre du financement des risques sous la forme d'investissement en fonds propres ou quasi-fonds propres, de prêts, de garanties ou d'une combinaison de ces instruments n'excède pas 15 millions d'euros.

La Société s'engage également à satisfaire aux conditions suivantes imposées par les dispositions de l'article 885-0 V bis du Code général des impôts et relatives aux investissements directs :

- (vi) Les souscriptions à son capital confèrent aux investisseurs les seuls droits résultant de la qualité d'actionnaire ou d'associé, à l'exclusion de toute autre contrepartie notamment sous la forme de garantie en capital, de tarifs préférentiels ou d'accès prioritaire aux biens produits ou aux services rendus par la Société ;
- (xi) Ne pas rembourser aux investisseurs avant le 31 décembre de la septième (7ème) année suivant celle de la souscription, le montant de ses apports ;
- (xii) Ne pas avoir dans les douze mois précédent effectué un remboursement, total ou partiel, de ses apports.

Par ailleurs, le bénéfice de la réduction d'ISF au titre des versements effectués (au titre de la souscription à l'augmentation de capital de la Société, ainsi qu'à toute autre souscription au capital constitutif ou à l'augmentation de capital d'une autre société éligible à cette réduction d'impôt) est retenu dans la limite annuelle globale de 45.000 euros.

Sont également éligibles à la réduction d'ISF, les souscriptions réalisées par des personnes physiques actionnaires de la Société à la date de l'Offre lorsque ces souscriptions constituent un investissement de suivi réalisé dans les conditions cumulatives suivantes :

- (i) l'actionnaire concerné a bénéficié, au titre de son premier investissement au capital de la société bénéficiaire des versements, de la réduction d'ISF ;
- (ii) de possibles investissements de suivi étaient prévus dans le plan d'entreprise de la Société lors de la souscription initiale. Cette condition n'est pas applicable aux souscriptions initiales réalisées avant le 1^{er} janvier 2016 ;
- (iii) depuis la date de la souscription initiale de l'actionnaire concerné, la Société n'est pas devenue liée à une autre entreprise dans les conditions prévues au c du 6 de l'article 21 du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 précité.

Pour bénéficier de cette réduction d'ISF, les souscripteurs doivent conserver l'ensemble des titres reçus à cette occasion jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle au cours de laquelle la souscription a été réalisée.

Par ailleurs, les titres dont la souscription a ouvert droit à la réduction d'ISF ne peuvent pas figurer dans un PEA ou un PEA « PME-ETI » ou dans un plan d'épargne salariale (plan d'épargne entreprise, plan d'épargne interentreprises, plan d'épargne pour la retraite collectif).

Compte tenu du plafond légal du montant des versements reçus par les sociétés éligibles, fixé à 15 millions d'euros, et afin de permettre aux souscripteurs personnes physiques de bénéficier, le cas échéant, du dispositif précité, la Société traitera les demandes d'état individuel de souscription des personnes physiques requis par les services fiscaux par ordre d'arrivée, selon la règle du « premier arrivé, premier servi ».

Chaque demande d'état individuel devra, systématiquement, être accompagnée d'une attestation du montant souscrit par la personne physique faisant cette demande et que ladite personne physique aura préalablement obtenue auprès de son teneur de compte-titres.

En tout état de cause, toute demande d'état individuel devra être transmise à Enertime dans les 30 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison des actions.

La Société se réserve le droit de clôturer la réception des souscriptions ouvrant droit à la réduction d'ISF par anticipation si le plafond précité de 15 millions est atteint, ce compte tenu des demandes ouvrant droit à la réduction d'ISF mentionnée à l'article 885-0 V bis du CGI, à la réduction d'impôt sur le revenu mentionnée à l'article 199 terdecies-0 A du CGI et des aides dont elle a bénéficié au titre du financement des risques sous la forme d'investissement en fonds propres ou quasi-fonds propres, de prêts, de garanties ou d'une combinaison de ces instruments. Dans ce cas Enertime ne délivrerait plus cas aucun état individuel.

En conséquence, l'attention des souscripteurs concernés est attirée sur le fait que la Société ne peut, en aucune façon, leur garantir qu'ils pourront bénéficier de la réduction d'ISF pour la totalité ou même pour une partie de leur souscription.

De même, la réduction d'ISF est conditionnée au maintien des dispositions fiscales actuelles précitées ou, dans le cas où ces dispositions fiscales seraient modifiées, à la non-rétroactivité des nouvelles mesures aux souscriptions effectuées dans le cadre de l'Offre sur Alternext.

Les investisseurs susceptibles de bénéficier de cette réduction d'ISF sont invités à consulter leur conseiller fiscal habituel afin d'apprécier leur situation personnelle au regard de la réglementation spécifique applicable.

4.14. Réduction d'impôt sur le revenu au titre de la souscription à l'augmentation de capital (article 199 terdecies-0 A du Code général des impôts)

Les versements au titre de la souscription à une augmentation de capital de certaines sociétés peuvent ouvrir droit à une réduction d'impôt sur le revenu en application de l'article 199 terdecies-0 A du Code Général des Impôts. Le bénéfice de cette réduction d'impôt est ouvert aux seuls résidents fiscaux de France.

La réduction d'impôt est égale à 18% du montant des versements effectués au cours de l'année d'imposition. Les versements effectués (au titre de la souscription à l'augmentation de capital de la Société, ainsi qu'à toute autre souscription au capital constitutif ou à l'augmentation de capital d'une autre société éligible à cette réduction d'impôt) sont retenus dans la limite annuelle globale de 50.000 euros pour les personnes célibataires, veuves ou divorcées, ou de 100.000 euros pour les couples mariés ou partenaires d'un pacte civil de solidarité soumis à une imposition commune. La fraction des investissements excédant la limite annuelle ci-dessus ouvre droit à la réduction d'impôt dans les mêmes conditions au titre des quatre années suivantes.

Les sociétés dont les titres sont éligibles à cette réduction doivent remplir les conditions permettant d'ouvrir droit à la réduction d'ISF de l'article 885-0 V bis du Code général des impôts visée au paragraphe 4.13 ci-dessus.

Ainsi l'octroi définitif de cette réduction d'impôt sur le revenu est subordonné à la détention des titres jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle au cours de laquelle la souscription a été réalisée.

Par ailleurs, les titres dont la souscription a ouvert droit à la réduction d'impôt sur le revenu ne peuvent pas figurer dans un PEA ou un PEA « PME-ETI » ou dans un plan d'épargne salariale (plan d'épargne entreprise, plan d'épargne interentreprises, plan d'épargne pour la retraite collectif).

Les titres dont la souscription a ouvert droit à la réduction d'ISF ne peuvent pas ouvrir droit à la réduction d'impôt sur la fortune de l'article 885-0 V bis du Code Général des Impôts visée au paragraphe 4.13 ci-dessus.

Compte tenu du plafond légal du montant des versements reçus par les sociétés éligibles, fixé à 15 millions d'euros, et afin de permettre aux souscripteurs personnes physiques de bénéficier, le cas échéant, du dispositif précité, Enertime traitera les demandes d'état individuel de souscription des personnes physiques requis par les services fiscaux par ordre d'arrivée, selon la règle du « premier arrivé, premier servi ».

Chaque demande d'état individuel devra, systématiquement, être accompagnée d'une attestation du montant souscrit par la personne physique faisant cette demande et que ladite personne physique aura préalablement obtenue auprès de son teneur de compte-titres.

En tout état de cause, toute demande d'état individuel devra être transmise à Enertime dans les 30 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison des actions.

La Société se réserve le droit de clôturer la réception des souscriptions ouvrant droit à la réduction d'impôt sur le revenu par anticipation si le plafond précité de 15 millions est atteint, ce compte tenu des demandes ouvrant droit à la réduction d'ISF mentionnée à l'article 885-0 V bis du CGI, à la réduction d'impôt sur le revenu mentionnée à l'article 199 terdecies-0 A du CGI et des aides dont elle a bénéficié au titre du financement des risques sous la forme d'investissement en fonds propres ou quasi-fonds propres, de prêts, de garanties ou d'une combinaison de ces instruments. Dans ce cas Enertime ne délivrerait plus cas aucun état individuel.

En conséquence, l'attention des souscripteurs concernés est attirée sur le fait que la Société ne peut, en aucune façon, leur garantir qu'ils pourront bénéficier de la réduction d'impôt sur le revenu pour la totalité ou même pour une partie de leur souscription.

De même, la réduction d'impôt sur le revenu est conditionnée au maintien des dispositions fiscales actuelles précitées ou, dans le cas où ces dispositions fiscales seraient modifiées, à la non-rétroactivité des nouvelles mesures aux souscriptions effectuées dans le cadre de l'Offre sur Alternext.

Les investisseurs susceptibles de bénéficier de cette réduction d'impôt sur le revenu sont invités à consulter leur conseiller fiscal habituel afin d'apprécier leur situation personnelle au regard de la réglementation spécifique applicable.

5. CONDITIONS DE L'OFFRE

5.1. Conditions de l'Offre, calendrier prévisionnel et modalités de souscription

5.1.1. Conditions de l'Offre

Sur la base du point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, l'Offre (telle que définie ci-dessous) s'effectuera par la mise sur le marché de 555.555 Actions Nouvelles, pouvant être portée à 638.888 Actions Nouvelles en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et à 734.721 Actions Nouvelles en cas d'exercice intégral de l'option de Surallocation.

Il est prévu que la diffusion des Actions soit réalisée dans le cadre d'une offre globale (l'« **Offre** »), comprenant :

- une offre au public en France réalisée sous la forme d'une offre à prix ouvert, principalement destinée aux personnes physiques (l'« **Offre à Prix Ouvert** » ou « **OPO** ») ;
- un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels (le « **Placement Global** ») comportant un placement en France et hors de France (en dehors notamment des États-Unis d'Amérique, du Japon, du Canada et de l'Australie).

La répartition des actions entre le Placement Global, d'une part, et l'OPO, d'autre part, sera effectuée en fonction de la nature et de l'importance de la demande dans le respect des principes édictés par l'article 315-35 du Règlement général de l'AMF. Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'actions allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'OPO sera au moins égal à 20% du nombre d'Actions Nouvelles dans le cadre de l'Offre, avant exercice éventuel de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation. Si la demande dans le cadre de l'OPO est inférieure à 20% des Actions Nouvelles, le solde des Actions Nouvelles non alloué dans le cadre de l'OPO sera offert dans le cadre du Placement Global.

En fonction de l'importance de la demande exprimée dans le cadre de l'Offre, le nombre initial d'Actions Nouvelles pourra être augmenté de 15% soit, sur la base du point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, un maximum de 83.333 actions supplémentaires (la « **Clause d'Extension** »). L'exercice éventuel de la Clause d'Extension sera décidé par le conseil d'administration de la Société qui fixera les modalités définitives de l'Offre, soit suivant le calendrier indicatif le 7 juillet 2016.

La Société consentira au Chef de File et Teneur de Livre, une Option de Sur-allocation (telle que définie au paragraphe 5.2.6 de la présente note d'opération) permettant la souscription d'un nombre d'Actions Nouvelles Supplémentaires représentant un maximum de 15 % du nombre d'Actions Nouvelles, soit, sur la base du point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, un maximum de 95.833 Actions Nouvelles Supplémentaires en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension. L'Option de Sur-allocation sera exerçable par le Chef de File et Teneur du 7 juillet au 1^{er} août 2016.

5.1.2. Calendrier indicatif

14 juin 2016	Visa de l'AMF sur le Prospectus
15 juin 2016	Diffusion du communiqué de presse annonçant l'Offre
	Avis d'Euronext relatif à l'ouverture de l'OPO
	Ouverture de l'OPO et du Placement Global
1 ^{er} juillet 2016	Clôture de l'OPO à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour celles par Internet.
	Clôture du Placement Global à 17 heures (heure de Paris)
4 juillet 2016	Centralisation de l'OPO et du Placement Global
	Fixation du Prix de l'Offre
	Diffusion du communiqué de presse indiquant le prix de l'Offre, le nombre définitif d'Actions Nouvelles et le résultat de l'Offre
	Avis d'Euronext relatif au résultat de l'Offre
6 juillet 2016	Règlement-livraison de l'OPO et du Placement Global
	Date d'inscription en compte des Actions Existantes et des Actions Nouvelles
7 juillet 2016	Début des négociations des actions de la Société sur Alternext
	Début de la période de stabilisation éventuelle
1 ^{er} août 2016	Date limite d'exercice de l'Option de Sur-allocation
	Fin de la période de stabilisation éventuelle.

5.1.3. Montant de l'Offre

Sur la base du point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 9,0 euros par action, le montant brut de l'Offre est estimé à environ 5,0 millions d'euros en l'absence d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation, soit 4,0 millions d'euros hors compensation de créances ; et à 5,8 millions d'euros en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension, soit 4,8 millions d'euros hors compensation de créances ; et à 6,6 millions d'euros en cas d'exercice en totalité de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation, soit 5,6 millions d'euros hors compensation de créances.

5.1.4. Procédure et période de l'Offre

5.1.4.1. Caractéristiques principales de l'Offre à Prix Ouvert

Durée de l'OPO

L'OPO débutera le 15 juin 2016 et prendra fin le 1^{er} juillet 2016 à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour les souscriptions par Internet, si cette possibilité leur est donnée par leur intermédiaire financier. La date de clôture de l'OPO pourrait être modifiée (voir le paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération).

Nombre d'Actions Nouvelles dans le cadre de l'OPO

La répartition des Actions Nouvelles entre l'OPO, d'une part, et le Placement Global, d'autre part, sera effectuée en fonction de la nature et de l'importance de la demande dans le respect des principes édictés par l'article 315-35 du Règlement général de l'AMF.

Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'Actions allouées en réponses aux ordres émis dans le cadre de l'OPO sera au moins égal à 20% du nombre d'Actions Nouvelles.

Le nombre d'Actions Nouvelles offertes dans le cadre de l'OPO pourra être augmenté ou diminué conformément aux modalités détaillées au paragraphe 5.1.1 de la présente note d'opération.

Personnes habilitées, réception et transmission des ordres

Les personnes habilitées à émettre des ordres dans le cadre de l'OPO sont les personnes physiques de nationalité française ou résidentes en France ou ressortissantes de l'un des États partie à l'accord et au protocole de l'Espace Économique Européen (États membres de l'Union européenne, Islande, Norvège et Liechtenstein, ci-après les « **États appartenant à l'EEE** »), les fonds communs de placement ou les personnes morales françaises ou ressortissantes de l'un des États appartenant à l'EEE qui ne sont pas, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, sous contrôle d'entités ou de personnes ressortissantes d'États autres que les États appartenant à l'EEE, ainsi que les associations et clubs d'investissement domiciliés en France ou dans des États appartenant à l'EEE et dont les membres sont ressortissants français ou de l'un des États appartenant à l'EEE, sous réserve des stipulations figurant au paragraphe 5.2.1 de la présente note d'opération. Les autres personnes devront s'informer sur les restrictions locales de placement comme indiqué au paragraphe 5.2.1 de la présente note d'opération.

Les personnes physiques, les personnes morales et les fonds communs de placement ne disposant pas en France de comptes permettant la souscription d'actions dans le cadre de l'OPO devront à cette fin ouvrir un tel compte chez un intermédiaire habilité lors de la passation de leurs ordres.

L'ordre de souscription devra être signé par le donneur d'ordres ou son représentant ou, en cas de gestion sous mandat, son mandataire. Dans ce dernier cas, le gestionnaire devra :

- soit disposer d'un mandat prévoyant des stipulations spécifiques aux termes desquelles son client s'est engagé, dans le cadre d'opérations où chaque investisseur n'est autorisé à passer qu'un seul ordre, à ne pas passer d'ordres sans avoir demandé et obtenu une confirmation écrite du gestionnaire qu'il n'a pas passé un ordre portant sur les mêmes titres dans le cadre du mandat de gestion ;
- soit mettre en place toute autre mesure raisonnable visant à prévenir les ordres multiples (par exemple, information du client par le gestionnaire qu'il a passé un ordre pour son compte et qu'en conséquence, le client ne peut passer directement un ordre de même nature sans l'avoir informé par écrit, avant la clôture de l'opération, de sa décision afin que le gestionnaire puisse annuler l'ordre correspondant).

Catégories d'ordres susceptibles d'être émis en réponse à l'OPO

Les personnes désireuses de participer à l'OPO devront déposer leurs ordres auprès d'un intermédiaire financier habilité en France, au plus tard le 1^{er} juillet 2016 à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions au guichet et à 20h pour les souscriptions par Internet, si cette possibilité leur est donnée par leur intermédiaire financier.

Ordres A

En application de l'article P 1.2.16 du Livre II des Règles de marché d'Euronext relatif aux règles particulières applicables aux marchés réglementés français, les ordres seront décomposés en fonction du nombre de titres demandés :

- fraction d'ordre A1 : de 1 action jusqu'à 500 actions incluses; et
- fraction d'ordre A2 : au-delà de 500 actions.

L'avis de résultat de l'OPO qui sera publié par Euronext indiquera les réductions éventuelles appliquées aux ordres, étant précisé que les fractions d'ordre A1 bénéficieront d'un traitement préférentiel par rapport aux fractions d'ordre A2 dans le cas où tous les ordres A1 et A2 ne pourraient pas être entièrement satisfaits.

Il est par ailleurs précisé que :

- chaque ordre A doit porter sur un nombre minimum de 1 action ;
- un même donneur d'ordres A ne pourra émettre qu'un seul ordre A; cet ordre A ne pourra être dissocié entre plusieurs intermédiaires financiers et devra être confié à un seul intermédiaire financier ;
- chaque membre d'un foyer fiscal pourra transmettre un ordre A. L'ordre d'un mineur sera formulé par son représentant légal ; chacun de ces ordres A bénéficiera des avantages qui lui sont normalement attachés ; en cas de réduction, celle-ci s'appliquera séparément aux ordres de chacun desdits membres du foyer fiscal ;
- aucun ordre A ne pourra porter sur un nombre d'actions représentant plus de 20 % du nombre d'Actions Nouvelles dans le cadre de l'OPO ;
- au cas où l'application du ou des taux de réduction n'aboutirait pas à l'attribution d'un nombre entier d'actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier inférieur ;
- les ordres A seront exprimés en nombre d'actions sans indication de prix et seront réputés stipulés au Prix de l'Offre ; et
- les ordres A seront, même en cas de réduction, irrévocables, sous réserve des indications mentionnées au paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération.

Les intermédiaires financiers habilités en France transmettront à Euronext les ordres A, selon le calendrier et les modalités précisés dans l'avis d'ouverture de l'OPO qui sera diffusé par Euronext.

Il est rappelé que les ordres seraient nuls si le communiqué de presse de la Société indiquant les modalités définitives du Placement Global et de l'OPO n'était pas diffusé.

Réduction des ordres

Les fractions d'ordres A1 sont prioritaires par rapport aux fractions d'ordres A2. Un taux de réduction pouvant aller jusqu'à 100 % peut être appliqué aux fractions d'ordres A2 pour servir les fractions d'ordres A1.

Les réductions seront effectuées de manière proportionnelle au sein de chaque catégorie d'ordre. Dans le cas où l'application des modalités de réduction aboutirait à un nombre non entier d'actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier immédiatement inférieur.

Révocation des ordres

Les ordres de souscriptions passés par internet dans le cadre de l'OPO seront révocables, par internet, jusqu'à la clôture de l'OPO soit jusqu'au 1^{er} juillet 2016 à 17 heures. Il appartient aux investisseurs de se rapprocher de leur intermédiaire financier afin de vérifier d'une part, les modalités de révocation des ordres passés par internet et d'autre part, si les ordres transmis par d'autres canaux sont révocables et dans quelles conditions. Par ailleurs, les dispositions applicables en cas de modification à la hausse de la borne supérieure de la fourchette indicative de prix, en cas de fixation du Prix de l'Offre au-dessus de la borne supérieure de la fourchette indicative de prix visée ci-dessous sont décrites au paragraphe 5.3.2 de la présente Note d'Opération.

Le Prix de l'Offre pourrait être librement fixé en dessous de la fourchette basse et serait alors communiqué au public dans les conditions prévues au paragraphe 5.3.2.3 de la présente Note d'Opération en l'absence d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre.

Si la fixation du Prix de l'Offre en dessous de la fourchette basse n'avait pas d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre, le prix de l'Offre sera porté à la connaissance du public par un communiqué de presse diffusé par la Société et l'avis diffusé par Euronext visés au paragraphe 5.3.2.3 de la présente Note d'Opération et prévus, selon le calendrier indicatif, le 4 juillet 2016, sauf fixation anticipée du Prix de l'Offre. Cette modification ne donne pas lieu à révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO.

En revanche, si la fixation du Prix de l'Offre en-dessous de la fourchette avait un impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre, les stipulations du paragraphe 5.3.2.5 ci-dessous seraient applicables. Une note complémentaire serait soumise au visa de l'AMF. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global seraient nuls si l'AMF n'apposait pas son visa sur cette note complémentaire. Par ailleurs, les ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global avant la publication de la note complémentaire visée par l'AMF pourraient être révoqués pendant au moins deux jours de négociation après la publication de celle-ci.

Résultat de l'OPO

Le résultat de l'OPO fera l'objet d'un communiqué de presse de la Société et d'un avis d'Euronext dont la diffusion est prévue le 4 juillet 2016, sauf clôture anticipée auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le lendemain du jour de la clôture de l'Offre.

Cet avis précisera le taux de réduction éventuellement appliqué aux ordres.

5.1.4.2. Caractéristiques principales du Placement Global

Durée du Placement Global

Le Placement Global débutera le 15 juin 2016 et prendra fin le 1^{er} juillet 2016 à 17 heures (heure de Paris). En cas de prorogation de la date de clôture de l'OPO (voir le paragraphe 5.3.2 de la présente Note d'Opération), la date de clôture du Placement Global pourra être prorogée corrélativement.

Le Placement Global pourra être clos par anticipation sans préavis (voir le paragraphe 5.3.2 de la présente Note d'Opération).

Personnes habilitées à émettre des ordres dans le cadre du Placement Global

Le Placement Global sera effectué principalement auprès d'investisseurs institutionnels en France et hors de France en dehors notamment des États-Unis d'Amérique, du Japon, du Canada et de l'Australie.

Ordres susceptibles d'être émis dans le cadre du Placement Global

Les ordres seront exprimés en nombre d'actions ou en montant demandés. Ils pourront comprendre des conditions relatives au prix.

Réception et transmission des ordres susceptibles d'être émis dans le cadre du Placement Global

Pour être pris en compte, les ordres émis dans le cadre du Placement Global devront être reçus par le Chef de File et Teneur de Livre au plus tard le 1^{er} juillet 2016 à 17 heures (heure de Paris), sauf clôture anticipée.

Seuls les ordres à un prix exprimé en euros, supérieur ou égal au Prix de l'Offre, qui sera fixé dans le cadre du Placement Global dans les conditions indiquées au paragraphe 5.3.1 de la présente Note d'Opération, seront pris en considération dans la procédure d'allocation.

Réduction des ordres

Les ordres émis dans le cadre du Placement Global pourront faire l'objet d'une réduction totale ou partielle.

Révocation des ordres

Tout ordre émis dans le cadre du Placement Global pourra être révoqué auprès du Chef de File et Teneur de Livre ayant reçu l'ordre et ce jusqu'au 1^{er} juillet 2016 à 17 heures (heure de Paris).

Résultat du Placement Global

Le résultat du Placement Global fera l'objet d'un communiqué de presse de la Société et d'un avis d'Euronext dont la diffusion est prévue le 4 juillet 2016, sauf clôture anticipée auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le lendemain du jour de la clôture de l'Offre.

5.1.5. Révocation ou suspension de l'Offre

L'Offre sera réalisée sous réserve de l'émission du certificat du dépositaire des fonds constatant la souscription des Actions Nouvelles. L'Offre pourra être annulée par la Société à la date de règlement-livraison si le certificat du dépositaire des fonds n'était pas émis.

En cas de non émission du certificat du dépositaire, cette information fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext. Dans ce cas, les ordres de souscription seraient annulés et les Actions Existantes ne seront pas admises aux négociations sur Alternext.

Dans l'hypothèse où la demande se révélerait insuffisante et où il serait décidé de réduire la taille de l'Offre, l'augmentation de capital envisagée dans le cadre de l'Offre pourrait être limitée aux souscriptions reçues pour autant que celles-ci atteignent au moins 75% du montant de l'émission initialement prévue.

Si le montant des souscriptions n'atteignait pas un minimum de 75 % de l'augmentation de capital initiale envisagée, soit la souscription d'un minimum de 416.666 Actions Nouvelles (représentant un montant de 3,8 millions d'euros sur la base du point médian de la fourchette de prix indicative de 9,00 euros), l'Offre serait annulée et les ordres de souscription seraient caducs.

5.1.6. Réduction des ordres

Voir le paragraphe 5.1.3 de la présente note d'opération pour une description de la réduction des ordres émis dans le cadre de l'Offre.

5.1.7. Versements des fonds et modalités de délivrance des Actions Offertes

Le prix des Actions Nouvelles (voir le paragraphe 5.1.3 de la présente note d'opération) souscrites dans le cadre de l'Offre devra être versé comptant par les donneurs d'ordres au plus tard à la date de règlement-livraison de l'Offre, soit, selon le calendrier indicatif, le 6 juillet 2016.

Les actions seront enregistrées au compte des donneurs d'ordres dès que possible à compter de la diffusion de l'avis de résultat de l'Offre par Euronext soit, selon le calendrier indicatif, à partir du 4 juillet 2016 et au plus tard à la date de règlement-livraison soit, selon le calendrier indicatif, le 6 juillet 2016.

Le règlement des fonds à la Société correspondant à l'émission des Actions Nouvelles Supplémentaires dans le cadre de l'Option de Sur-allocation est prévu au plus tard le deuxième jour ouvré suivant la date d'exercice de l'Option de Sur-allocation

Société Générale Securities Services (32 rue du Champ de Tir - 44308 Nantes Cedex 3 – France) est en charge de la centralisation des fonds et établira le certificat de dépôt des fonds constatant l'augmentation de capital.

5.1.8.Publication des résultats de l'Offre

Les résultats et les modalités définitives de l'Offre feront l'objet d'un communiqué de presse de la Société et d'un avis d'Euronext dont la diffusion est prévue le 4 juillet 2016, sauf clôture anticipée (étant précisé toutefois que la durée de l'OPO ne pourra être inférieure à trois jours de bourse - voir paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération) auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le lendemain du jour de la clôture de l'Offre.

5.1.9.Droits préférentiels de souscription

L'augmentation de capital réalisée dans le cadre de l'Offre sera réalisée avec suppression du droit préférentiel de souscription.

5.2. Plan de distribution et allocation des valeurs mobilières

5.2.1.Catégorie d'investisseurs potentiels – Pays dans lesquels l'offre sera ouverte – Restrictions applicables à l'Offre

5.2.1.1. Catégorie d'investisseurs potentiels et pays dans lesquels l'Offre sera ouverte

L'Offre comprend :

- un Placement Global principalement destiné aux investisseurs institutionnels comportant :
 - un placement en France ; et
 - un placement privé international dans certains pays en dehors notamment des États-Unis d'Amérique, du Japon, du Canada et de l'Australie ; et
- une offre au public en France réalisée sous la forme d'une Offre à Prix Ouvert principalement destinée aux personnes physiques.

5.2.1.2. Restrictions applicables à l'Offre

La diffusion du Document de Base, de la présente note d'opération, du résumé du Prospectus ou de tout autre document ou information relatifs aux opérations prévues par la présente note d'opération

ou l'offre ou la vente ou la souscription des actions de la Société peuvent, dans certains pays, y compris les États-Unis d'Amérique, faire l'objet d'une réglementation spécifique. Les personnes en possession des documents susvisés doivent s'informer des éventuelles restrictions découlant de la réglementation locale et s'y conformer. Les intermédiaires habilités ne pourront accepter aucun ordre émanant de clients ayant une adresse située dans un pays ayant instauré de telles restrictions et les ordres correspondants seront réputés être nuls et non avenue.

Toute personne (y compris les *trustees* et les *nominees*) recevant le Document de Base, la présente note d'opération, le Prospectus, son résumé ou tout autre document ou information relatifs à l'Offre, ne doit le distribuer ou le faire parvenir dans de tels pays qu'en conformité avec les lois et réglementations qui y sont applicables.

Toute personne qui, pour quelque cause que ce soit, transmettrait ou permettrait la transmission des documents susvisés dans de tels pays, doit attirer l'attention du destinataire sur les stipulations de la présente section.

Le Document de Base, la présente note d'opération, le Prospectus et son résumé et les autres documents ou informations relatifs à l'Offre ne constituent pas une offre de vente ou une sollicitation d'une offre de souscription de valeurs mobilières dans tout pays dans lequel une telle offre ou sollicitation serait illégale.

Le Document de Base, la présente note d'opération et le Prospectus n'ont fait l'objet d'aucun enregistrement ou visa en dehors de la France.

Le Chef de File et Teneur de Livre n'offrira les actions à la vente qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans les pays où ils feront cette offre de vente.

Restrictions concernant les États-Unis d'Amérique

Les actions de la Société n'ont pas été et ne seront enregistrées en application du *U.S. Securities Act* de 1933, tel que modifié (le « *Securities Act* »), ni auprès d'aucune autorité de régulation boursière dépendant d'un État américain. En conséquence, les actions de la Société ne peuvent être ni offertes, ni vendues, nanties ou autrement cédées ou transférées de quelque manière que ce soit aux États-Unis d'Amérique, ou pour le compte ou au profit de *U.S. persons* sauf après enregistrement ou dans le cadre d'opérations bénéficiant d'une exemption à l'enregistrement prévue par le *Securities Act*.

Le Document de Base, la présente note d'opération, le Prospectus et son résumé et tout autre document établi dans le cadre de l'Offre ne doivent pas être distribués aux États-Unis d'Amérique.

Restrictions concernant les États de l'Espace Économique Européen (autres que la France)

S'agissant des États membres de l'Espace Économique Européen, autres que la France, ayant transposé la Directive Prospectus (un « **État Membre** »), aucune action n'a été entreprise et ne sera entreprise à l'effet de permettre une offre au public des actions de la Société rendant nécessaire la publication d'un prospectus dans l'un ou l'autre de ces États Membres. Par conséquent, les actions de la Société peuvent être offertes dans ces États uniquement :

- (a) à des investisseurs qualifiés, tels que définis dans la Directive Prospectus, conformément à l'article 3.2(a) de la Directive Prospectus ;
- (b) à moins de 100, ou si l'État Membre a transposé la disposition concernée de la Directive Prospectus Modificative, 150, personnes physiques ou morales (autres que des investisseurs qualifiés tels que définis dans la Directive Prospectus), sous réserve du consentement préalable des établissements chargés du placement nommés par la Société pour une telle offre, conformément aux articles 3.2(b) de la Directive Prospectus et 1.3(a)(i) de la Directive Prospectus Modificative ; ou
- (c) à des investisseurs qui acquièrent ces valeurs pour un prix total d'au moins 50.000 euros par investisseur, ou d'au moins 100.000 euros si l'État Membre concerné a transposé la disposition concernée de la Directive Prospectus Modificative; ou

- (d) dans tous les autres cas où la publication d'un prospectus n'est pas requis au titre des dispositions de l'article 3 de la Directive Prospectus ;

et à condition qu'aucune des offres mentionnées aux paragraphes (a) à (c) ci-dessus ne requièrent la publication par la Société ou les établissements chargés du placement d'un prospectus conformément aux dispositions de l'article 3 de la Directive Prospectus ou d'un supplément au prospectus conformément aux dispositions de l'article 16 de la Directive Prospectus.

Pour les besoins du présent paragraphe, (a) la notion d' « offre au public » dans tout Etat Membre signifie la communication sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit d'informations suffisantes sur les conditions de l'offre et sur les valeurs mobilières objet de l'offre, de manière à mettre un investisseur en mesure de décider ou non d'acheter ou de souscrire ces actions, telle qu'éventuellement modifiée par l'Etat Membre par toute mesure de transposition de la Directive Prospectus, (b) le terme « Directive Prospectus » signifie la Directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 (telle que modifiée, y compris par les dispositions de la Directive Prospectus Modificative, dès lors qu'elle aura été transposée dans l'Etat Membre) et inclut toute mesure de transposition de cette Directive dans chaque Etat Membre et (c) le terme « Directive Prospectus Modificative » signifie la Directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010.

Ces restrictions de vente concernant les États Membres s'ajoutent à toute autre restriction de vente applicable dans les États Membres ayant transposé la Directive Prospectus.

Restrictions concernant le Royaume-Uni

Le Prospectus est distribué et destiné uniquement aux personnes qui (i) sont situées en dehors du Royaume-Uni, (ii) sont des « *investment professionals* » (à savoir des personnes ayant une expérience professionnelle en matière d'investissement) selon l'article 19(5) du *Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion)* (le « *FSMA* ») Order 2005 (l'« **Ordre** »), (iii) sont des « *high net worth entities* » ou toute autre personne entrant dans le champ d'application de l'article 49(2) (a) à (d) de l'Ordre (« *high net worth companies* », « *unincorporated associations* », etc.) ou (iv) sont des personnes auxquelles une invitation ou une incitation à s'engager dans une activité d'investissement (au sens de l'article 21 du *FSMA*) peut être légalement communiquée ou transmise (ci-après dénommées ensemble les « **Personnes Qualifiées** »). Toute invitation, offre ou accord de souscription des actions de la Société ne pourront être proposé ou conclu qu'avec des Personnes Qualifiées. Les actions de la Société visées dans le Prospectus ne pourront être offertes ou émises au profit de personnes situées au Royaume-Uni autres que des Personnes Qualifiées. Toute personne autre qu'une Personne Qualifiée ne devra pas agir ou se fonder sur le Prospectus ou l'une quelconque de ses dispositions. Les personnes en charge de la diffusion du Prospectus doivent se conformer aux conditions légales de la diffusion du Prospectus.

Le Chef de File et Teneur de Livre reconnaît et garantit chacun en ce qui le concerne :

- (a) qu'il a respecté et respectera l'ensemble des dispositions du *FSMA* applicables à tout ce qui a été ou sera entrepris relativement aux actions de la Société, que ce soit au Royaume-Uni, à partir du Royaume-Uni ou dans toute autre circonstance impliquant le Royaume-Uni ; et
- (b) qu'il n'a pas communiqué ou fait communiquer, et ne communiquera ni ne fera communiquer une quelconque invitation ou incitation à se livrer à une activité d'investissement (au sens de l'article 21 du *FSMA*) reçue par eux et relative à l'émission ou la cession des actions de la Société, sauf dans les circonstances dans lesquelles l'article 21(1) du *FSMA* ne s'applique pas à la Société.

Restrictions concernant le Canada, l'Australie et le Japon

Les Actions, ne pourront être offertes ou vendues au Canada, en Australie ou au Japon.

5.2.2.Intention de souscription des principaux actionnaires de la Société ou des membres de ses organes d'administration, de direction ou surveillance ou de quiconque entendrait passer un ordre de souscription

Intentions de souscription de Siparex

Dans le cadre de la compensation de compte courant d'un montant total de 650.000 € conclu en janvier 2016 entre Enertime et Siparex, Siparex s'est engagée à placer un ordre de souscription à tout prix à hauteur du montant en principal de la créance en compte courant qu'il détient, c'est-à-dire 650.000 €, soit 13 % du montant brut de l'Offre (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation, sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 9,0 €). Cet engagement s'effectuera exclusivement par compensation avec la créance en compte courant susvisée, étant précisé que cet ordre sera servi en priorité et intégralement.

Au-delà de son engagement de souscription dans le cadre de la compensation de compte courant, Siparex s'est engagé à placer un ordre de souscription au Prix de l'Offre, quel qu'il soit, pour un montant total de 459.423 euros, représentant environ 9 % du montant brut de l'Offre (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation, sur la base d'un prix se situant au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 9,0 euros)..

Conformément à leurs termes et conditions, les ordres de souscription susvisés ont vocation à être servis, par principe, en priorité et intégralement; étant, toutefois, précisé que, si nécessaire, dans l'hypothèse où les souscriptions recueillies dans le cadre de l'Offre seraient supérieures au nombre des Actions Offertes, les actionnaires concernés ont d'ores et déjà accepté que le montant de leur engagement respectif puisse être réduit dans le respect des principes usuels d'allocation.

En outre, dans le cadre de l'Offre, Siparex indique son intention de souscrire un montant pouvant aller jusqu'à 1 M€, par le biais d'un fonds en cours de constitution, dans l'un des deux cas suivants :

- soit par substitution de l'engagement de souscription de Siparex susvisé, pour un montant maximum de 459.423 € ;
- soit en complément de l'engagement de souscription de Siparex susvisé, pour un montant maximum de 1.000.000 €, uniquement dans le cas où cet engagement complémentaire d'un maximum de 1.000.000 € permettrait d'atteindre ou de dépasser 100 % de l'Offre.

Intentions de souscription d'Amundi

Dans le cadre de la compensation du compte courant d'un montant total de 350.000 € conclu en janvier 2016 entre Enertime et Amundi s'est engagée à placer un ordre de souscription à tout prix à hauteur du montant en principal de la créance en compte courant qu'il détient, c'est-à-dire 350 000 €, soit 7 % du montant brut de l'Offre (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation, sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 9,0 €). Cet engagement s'effectuera exclusivement par compensation avec la créance en compte courant susvisée, étant précisé que cet ordre sera servi en priorité et intégralement.

Au-delà de son engagement de souscription dans le cadre de la compensation de compte courant, Amundi s'est engagé à placer un ordre de souscription au Prix de l'Offre, quel qu'il soit, pour un montant total de 350.000 euros, représentant environ 7 % du montant brut de l'Offre (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation, sur la base d'un prix se situant au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 9,0 euros).

Conformément à leurs termes et conditions, les ordres de souscription susvisés ont vocation à être servis, par principe, en priorité et intégralement; étant, toutefois, précisé que, si nécessaire, dans l'hypothèse où les souscriptions recueillies dans le cadre de l'Offre seraient supérieures au nombre des Actions Offertes, les actionnaires concernés ont d'ores et déjà accepté que le montant de leur engagement respectif puisse être réduit dans le respect des principes usuels d'allocation.

Intentions de souscription de Calao Finance

Calao Finance s'est engagé à placer un ordre de souscription au Prix de l'Offre, quel qu'il soit, pour un montant total de 100.000 euros, représentant environ 2 % du montant brut de l'Offre (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation, sur la base d'un prix se situant au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 9,0 euros).

Conformément à leurs termes et conditions, les ordres de souscription susvisés ont vocation à être servis, par principe, en priorité et intégralement; étant, toutefois, précisé que, si nécessaire, dans l'hypothèse où les souscriptions recueillies dans le cadre de l'Offre seraient supérieures au nombre des Actions Offertes, les actionnaires concernés ont d'ores et déjà accepté que le montant de leur engagement respectif puisse être réduit dans le respect des principes usuels d'allocation.

Intentions de souscription des dirigeants d'Enertime

Les dirigeants d'Enertime, à savoir Monsieur Gilles David (Président Directeur Général d'Enertime), Monsieur Fabien Michel (Directeur Adjoint d'Enertime), Monsieur Christophe Roncoroni (Responsable Finance) et Monsieur Pierre du Baret (Directeur Commercial), ainsi que Monsieur Alain Michel, se sont engagés au global à placer un ordre de souscription au Prix de l'Offre, quel qu'il soit, pour un montant total de 200.000 euros, représentant environ 4 % du montant brut de l'Offre (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation, sur la base d'un prix se situant au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 9,0 euros).

Conformément à leurs termes et conditions, les ordres de souscription susvisés ont vocation à être servis, par principe, en priorité et intégralement; étant, toutefois, précisé que, si nécessaire, dans l'hypothèse où les souscriptions recueillies dans le cadre de l'Offre seraient supérieures au nombre des Actions Offertes, les actionnaires concernés ont d'ores et déjà accepté que le montant de leur engagement respectif puisse être réduit dans le respect des principes usuels d'allocation.

En dehors des engagements de souscription visés dans la présente section et de l'éventuelle souscription complémentaire susvisée d'1M€ de Siparex, aucune autre personne n'a l'intention, à la connaissance de la Société, de passer un ordre de souscription.

5.2.3. Information pré-allocation

Ces informations figurent aux paragraphes 5.1.1 et 5.1.3 de la présente note d'opération.

5.2.4. Notification aux souscripteurs

Le résultat de l'Offre fera l'objet d'un avis d'Euronext et d'un communiqué de la Société qui préciseront les réductions éventuellement appliquées aux ordres émis.

Dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert, les investisseurs ayant passé des ordres de souscription seront informés de leurs allocations par leur intermédiaire financier.

Dans le cadre du Placement Global, les investisseurs ayant passé des ordres de souscription seront informés de leurs allocations par le Chef de File et Teneur de Livre.

5.2.5.Clause d'Extension

En fonction de la demande, la Société pourra, en accord avec les Chefs de File, décider d'augmenter le nombre d'Actions Nouvelles d'un maximum de 15%, soit un maximum de 83.333 Actions Nouvelles Supplémentaires, au Prix de l'Offre (tel que ce terme est défini au paragraphe 5.3.1 de la présente Note d'Opération).

La décision d'exercer la Clause d'Extension sera prise par le conseil d'administration de la Société au moment de la fixation du prix prévue le 4 juillet 2016 et sera mentionnée dans le communiqué de la Société et l'avis d'Euronext annonçant le résultat de l'Offre.

5.2.6.Option de Sur-allocation

Afin de couvrir d'éventuelles sur-allocations, la Société consentira à Portzamparc Société de Bourse, une option permettant l'acquisition d'un nombre d'actions représentant un maximum de 15 % du nombre d'Actions Nouvelles (clause d'extension incluses) dans le cadre de l'Offre, soit, sur la base du point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, un maximum de 95.833 Actions Nouvelles supplémentaires, permettant ainsi de faciliter les opérations de stabilisation (l'« **Option de Sur-allocation** »).

Cette Option de Sur-allocation pourra être exercée, en tout ou partie, au prix de l'Offre, en une seule fois à tout moment par Portzamparc Société de Bourse, pendant une période de 30 jours calendaires à compter du jour de la fixation du Prix de l'Offre soit, selon le calendrier indicatif, jusqu'au 1^{er} août 2016 (inclus).

L'utilisation de l'Option de Sur-allocation permet des opérations de stabilisation ayant pour objectif de stabiliser ou de soutenir le prix des actions de la Société sur Alternext.

En cas d'exercice de l'Option de Sur-allocation, l'information relative à cet exercice et au nombre d'Actions Nouvelles Supplémentaires à émettre serait portée à la connaissance du public au moyen d'un communiqué diffusé par la Société et d'un avis publié par Euronext.

5.3. Fixation du prix

5.3.1.Méthode de fixation du prix

Prix des Actions Offertes

Le prix des Actions dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert sera égal au prix des actions offertes dans le cadre du Placement Global (le « **Prix de l'Offre** »).

Il est prévu que le Prix de l'Offre soit fixé par le conseil d'administration de la Société le 4 juillet 2016, étant précisé que cette date pourrait être reportée ou avancée comme indiqué au paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération.

Le Prix de l'Offre résultera de la confrontation de l'offre des actions dans le cadre du Placement Global et des demandes émises par les investisseurs selon la technique dite de « construction du livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels.

Cette confrontation sera effectuée notamment sur la base des critères de marché suivants :

- qualité des investisseurs ;

- capacité des investisseurs retenus à assurer un développement ordonné du marché secondaire ;
- ordre d'arrivée des demandes des investisseurs ;
- quantité demandée ; et
- sensibilité au prix des demandes exprimées par les investisseurs.

Le Prix de l'Offre pourrait se situer dans une fourchette comprise entre 7,65 euros et 10,35 euros par action. Cette fourchette pourra être modifiée à tout moment jusqu'au (et y compris le) jour prévu pour la clôture de l'Offre dans les conditions prévues au paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération. Cette information est donnée à titre purement indicatif et ne préjuge en aucun cas du Prix de l'Offre qui pourra être fixé en dehors de cette fourchette dans les conditions précisées au paragraphe 5.3.2 de la présente note d'opération.

Éléments d'appréciation de la fourchette de prix

La fourchette indicative de prix indiquée dans le présent Prospectus et arrêté par le conseil d'administration de la Société du 10 juin 2016, fait ressortir une capitalisation boursière :

- pré introduction en bourse de la Société comprise entre 11,1 millions d'euros et 15 millions d'euros ;
- post introduction en bourse de la Société comprise entre 15,3 millions d'euros et 20,7 millions d'euros, sur la base d'un nombre de 555.555 actions souscrites dans le cadre de l'Offre (correspondant à 100% des Actions Nouvelles dans le cadre de l'Offre, en l'absence d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation).

Cette fourchette indicative de prix est cohérente avec les résultats fournis par des méthodes de valorisation usuellement employées conformément aux pratiques professionnelles dans le cadre de projets d'introduction en bourse et applicables à la Société et notamment la méthode de flux de trésorerie actualisés.

La méthode des flux de trésorerie actualisés permet d'apprécier la valeur intrinsèque de la Société en prenant en compte ses perspectives de développement à moyen-long terme de la Société. Les résultats obtenus par la mise en œuvre de cette méthode par la Société restent cohérents avec la fourchette indicative de prix retenue.

En l'absence d'un échantillon pertinent de sociétés cotées comparables, la méthode de valorisation reposant sur la méthode des comparables boursiers n'a pas été retenue.

Les informations fournies dans ce paragraphe ne préjugent en aucun cas du Prix de l'Offre.

Le Prix de l'Offre retenu résultera de la procédure décrite au paragraphe 5.3.1 de la présente note d'opération.

5.3.2.Procédure de publication du Prix de l'Offre et des modifications des paramètres de l'Offre

5.3.2.1. Date de fixation du Prix de l'Offre

Il est prévu que le Prix de l'Offre soit fixé le 4 juillet 2016, étant précisé que cette date pourrait être reportée si les conditions de marché et les résultats de la construction du livre d'ordres ne permettaient pas de fixer le Prix de l'Offre dans des conditions satisfaisantes.

5.3.2.2. Publication du Prix de l'Offre et du nombre d'Actions Nouvelles

Le Prix de l'Offre et le nombre définitif d'Actions Nouvelles seront portés à la connaissance du public par un communiqué de presse diffusé par la Société et par un avis diffusé par Euronext le 4 juillet 2016 selon le calendrier indicatif, sauf fixation anticipée du Prix de l'Offre auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le jour de la fixation du Prix de l'Offre.

5.3.2.3. Modification de la fourchette, fixation du Prix de l'Offre en dehors de la fourchette et modification du nombre d'Actions Nouvelles

Modifications donnant lieu à révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO

En cas de modification à la hausse de la borne supérieure de la fourchette de prix ou en cas de fixation du Prix de l'Offre au-dessus de la borne supérieure de la fourchette de prix (initiale ou, le cas échéant, modifiée), la procédure suivante s'appliquera :

- Publication de nouvelles modalités : les nouvelles modalités de l'Offre seront portées à la connaissance du public au moyen d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext. Le communiqué de presse de la Société et l'avis d'Euronext susvisés indiqueront la nouvelle fourchette de prix, et le cas échéant, le nouveau calendrier, avec la nouvelle date de clôture de l'OPO, la nouvelle date prévue pour la fixation du Prix de l'Offre et la nouvelle date de règlement-livraison.
- Date de clôture de l'OPO : la date de clôture de l'OPO sera reportée ou une nouvelle période de souscription à l'OPO sera réouverte, selon le cas, de telle sorte qu'il s'écoule au moins deux jours de bourse entre la date de diffusion du communiqué susvisé et la nouvelle date de clôture de l'OPO (incluse).
- Révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO : les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant la diffusion du communiqué susvisé seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO (incluse). De nouveaux ordres irrévocables pourront être émis jusqu'à la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse (ces ordres pourront toutefois être expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO (incluse) en cas de nouveau report de la date de fixation du Prix de l'Offre et/ou de nouvelle modification des modalités de l'Offre).

Modifications ne donnant pas lieu à révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO

- Le Prix de l'Offre pourrait être librement fixé en-dessous de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix ou la fourchette pourrait être modifiée librement à la baisse. Le Prix de l'Offre ou la nouvelle fourchette indicative de prix serait alors communiqué au public dans les conditions prévues au paragraphe 5.3.2.2 – "Publication du Prix de l'Offre et du nombre d'Actions Nouvelles" de la présente note d'opération en l'absence d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre.

En conséquence si la fixation du Prix de l'Offre en-dessous de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix ou si la modification à la baisse de la fourchette de prix n'avait pas d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre, le Prix de l'Offre sera porté à la connaissance du public par le communiqué de presse de la Société et l'avis d'Euronext visés au paragraphe 5.3.2.2 – "Publication du Prix de l'Offre et du nombre d'Actions Nouvelles" de la présente note d'opération, dont la diffusion devrait intervenir, selon le calendrier indicatif, le 4 juillet 2016, sauf fixation anticipée du Prix de l'Offre auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le jour de la fixation du Prix de l'Offre.

En revanche, si la fixation du Prix de l'Offre en-dessous de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix ou si la modification à la baisse de la fourchette de prix avait un impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre, les stipulations du paragraphe 5.3.2.5 ci-dessous seraient applicables.

- Le nombre d'Actions Nouvelles pourrait également être modifié librement si cette modification n'avait pas d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre. Dans le cas contraire, les stipulations du paragraphe 5.3.2.5 ci-dessous seraient applicables.

5.3.2.4. Clôture anticipée ou prorogation de l'Offre

Les dates de clôture du Placement Global et de l'OPO pourront être avancées (sans toutefois que la durée de l'OPO ne puisse être inférieure à trois jours de bourse) ou prorogées dans les conditions suivantes :

- (i) Si la date de clôture est avancée, la nouvelle date de clôture fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext annonçant cette modification au plus tard la veille de la nouvelle date de clôture.
- (ii) Si la date de clôture est prorogée, la nouvelle date de clôture fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext annonçant cette modification au plus tard la veille de la date de clôture initiale. Dans ce cas, les ordres émis dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert avant la diffusion du communiqué de presse de la Société et de l'avis d'Euronext susvisés seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO (incluse).

5.3.2.5. Modifications significatives des modalités de l'Offre

En cas de modification significative des modalités initialement arrêtées pour l'Offre non prévue par le présent Prospectus, une note complémentaire au Prospectus serait soumise au visa de l'AMF. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global seraient nuls si l'AMF n'apposait pas son visa sur cette note complémentaire au Prospectus. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global avant la mise à disposition de la note complémentaire au Prospectus visée par l'AMF pourraient être révoqués pendant au moins deux jours de négociation après la mise à disposition de celle-ci (voir paragraphe 5.3.2.3 de la présente note d'opération pour une description de cas dans lesquels le présent paragraphe s'appliquerait).

5.3.3. Restrictions ou suppression du droit préférentiel de souscription

Les Actions Nouvelles sont émises en vertu des douzième et quinzième résolutions de l'assemblée générale à caractère mixte des actionnaires de la Société en date du 15 mars 2016 autorisant une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offre au public (voir le paragraphe 4.6.1 de la présente note d'opération).

5.3.4. Disparité de prix

Au cours du dernier exercice clos au 31 décembre 2015, la Société a réalisé 6 tranches d'augmentation de capital pour un montant global d'environ 1,5 M€ auprès de ses actionnaires historiques :

Opération	Date	Fonds propres levés
Tranche 1 – Augmentation de capital	19/05/2015	154 513,05 €
Tranche 2 – Augmentation de capital	20/05/2015	499 999,23 €
Tranche 3 – Augmentation de capital	15/06/2015	204 908,47 €
Tranche 4 – Augmentation de capital	09/07/2015	214 991,40 €
Tranche 5 – Augmentation de capital	06/10/2015	304 987,80 €
Tranche 6 – Augmentation de capital	15/12/2015	120 597,74 €
Total des augmentations de capital en 2015		1 499 997,69 €

L'ensemble de ces tranches d'augmentation de capital ont été réalisées dans le cadre de la délégation qui a été consentie au Président par l'Assemblée Générale Mixte du 17 avril 2015 pour décider d'augmenter le capital dans la limite d'un montant maximal de 1 500 000 €. Toutes ces tranches d'augmentation de capital ont été souscrites à un prix de 6,41 € par action, soit une décote de 29 % par rapport au prix se situant au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre (soit 9,0 euros par action).

Depuis la dernière tranche qui date du 15 décembre 2015, la Société n'a pas réalisé de nouvelle augmentation de capital.

5.4. Placement et Prise ferme

5.4.1.Coordonnées de l'établissement financier introducteur

Le Chef de File et Teneur de Livre est :

Portzamparc Société de Bourse
13 rue de la Brasserie
44100 Nantes - France

5.4.2.Coordonnées de l'établissement en charge du service des titres, du service financier et dépositaire

Le service des titres de la Société (tenue du registre des actionnaires nominatifs) et le service financier (paiement des dividendes) seront assurés par Société Générale Securities Services qui émettra le certificat de dépôt des fonds relatif à la présente augmentation de capital.

Société Générale Securities Services
32 rue du Champ de Tir
44308 Nantes Cedex 3 - France

5.4.3.Garantie

L'Offre ne fera pas l'objet d'une garantie.

5.4.4.Engagements de conservation

Ces informations figurent à la section 7.2 de la présente Note d'Opération

5.4.5.Date de règlement-livraison des Actions Nouvelles

Le règlement-livraison des Actions Nouvelles est prévu, selon le calendrier indicatif, le 6 juillet 2016.

6. ADMISSION À LA NÉGOCIATION ET MODALITÉS DE NÉGOCIATION

6.1. Admission aux négociations

L'inscription de l'ensemble des 1.448.607 actions existantes de la Société à la date du Prospectus et, sur la base du point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, d'un maximum de 734.721 actions nouvelles en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation, est demandée sur Alternext d'Euronext à Paris.

Les conditions de négociation de l'ensemble des actions seront fixées dans un avis d'Euronext diffusé le 4 juillet 2016 selon le calendrier indicatif.

A compter du 7 juillet 2016, les actions de la Société seront négociées sur une ligne de cotation intitulée « Enertime ».

Aucune autre demande d'admission aux négociations sur un marché réglementé n'a été formulée par la Société.

6.2. Place de cotation

À la date du visa sur le Prospectus, les actions de la Société ne sont admises sur aucun marché financier.

6.3. Offre concomitante d'actions

Néant.

6.4. Contrat de liquidité

La Société signera un contrat de liquidité avec Portzamparc Société de Bourse, Teneur de Livre Associé, en vue de favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations des actions Enertime cotées sur Alternext d'Euronext à Paris.

Ce contrat de liquidité sera mis en œuvre en vertu de la 9^{ème} résolution de l'assemblée générale à caractère mixte du 15 mars 2016 et ne débutera que postérieurement à la fin de la période de stabilisation. La mise en place du contrat de liquidité fera l'objet d'un communiqué dans lequel seront notamment indiqués les moyens qui y seront affectés par la Société.

En application de ce contrat d'une durée initiale de 12 mois renouvelable, conforme à la charte AMAFI, la Société mettra des titres et/ou espèces à disposition de Portzamparc Société de Bourse afin que ce dernier puisse intervenir pour son compte sur le marché en vue de favoriser la liquidité et la régularité des transactions, ainsi que d'éviter des décalages de cours non justifiés par la tendance du marché.

6.5. Stabilisation

Aux termes d'un contrat entre le Chef de File et Teneur de Livre et la Société, agissant en qualité d'agent de la stabilisation, en son nom et pour son compte (l'« **Agent Stabilisateur** »), pourra (mais ne sera en aucun cas tenu de) réaliser des opérations de stabilisation dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables, notamment celles du règlement n°2273/2003 de la Commission européenne (CE) du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/06/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (le « **Règlement Européen** »). Il est précisé qu'il n'y a pas d'assurance

que de telles opérations seront mises en œuvre et qu'en toute hypothèse il pourra y être mis fin à tout moment et sans préavis.

Les opérations de stabilisation ont pour objet de stabiliser ou de soutenir le prix de marché des actions. Elles sont susceptibles d'affecter le prix de marché des actions et peuvent aboutir à la fixation d'un prix de marché plus élevé que celui qui prévaudrait en leur absence. En cas de mise en œuvre, de telles interventions pourront être réalisées, à tout moment, pendant une période de 30 jours calendaires à compter de la date du début des négociations soit, selon le calendrier indicatif, jusqu'au 1^{er} août 2016 (inclus). Conformément à l'article 10-1 du Règlement Européen, les opérations de stabilisation ne pourront être effectuées à un prix supérieur au prix de l'Offre.

L'information des autorités de marché compétentes et du public sera assurée par l'Agent Stabilisateur conformément à l'article 9 du Règlement Européen et à l'article 631-10 du règlement général de l'AMF.

La période de stabilisation fera l'objet d'un communiqué, conformément à la réglementation, afin d'annoncer les résultats de cette période de stabilisation.

7. DÉTENTEURS DE VALEURS MOBILIÈRES SOUHAITANT LES VENDRE

7.1. Personnes ou entités souhaitant vendre des titres de capital ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société

Néant

7.2. Engagements d'abstention et de conservation des titres

7.2.1. Engagement d'abstention souscrit par la Société

La Société s'est engagée envers Portzamparc Société de Bourse à ne pas procéder à l'émission, l'offre ou la cession, ni à consentir de promesse de cession, sous une forme directe ou indirecte (notamment sous forme d'opérations sur produits dérivés ayant des actions pour sous-jacents), d'actions ou de valeurs mobilières, donnant droit par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution de titres émis ou à émettre en représentation d'une quotité du capital de la Société, ni à formuler publiquement l'intention de procéder à une ou plusieurs des opérations énumérées ci-dessus dans le présent paragraphe, jusqu'à l'expiration d'une période de 180 jours suivant la date du règlement-livraison des actions émises dans le cadre de l'Offre, sauf accord préalable écrit de Portzamparc Société de Bourse notifié à la Société ; étant précisé que (i) les actions émises dans le cadre de l'Offre, (ii) toute opération effectuée dans le cadre d'un programme de rachat d'actions conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux règles de marché applicables, (iii) les titres susceptibles d'être émis, offerts ou cédés aux salariés ou mandataires sociaux de la Société et des sociétés de son groupe dans le cadre de plans à venir, autorisés à la date des présentes ou qui seront autorisés par l'assemblée générale de la Société et (iv) les titres de la Société émis dans le cadre d'une fusion ou d'une acquisition des titres ou des actifs d'une autre entité, à la condition que le bénéficiaire de ces titres accepte de reprendre cet engagement pour la durée restant à courir de cet engagement et à la condition que le nombre total de titres de la Société émis dans ce cadre n'excède pas 5% du capital sont exclus du champ de cet engagement d'abstention.

7.2.2. Engagement de conservation pris par les actionnaires de la Société

Engagement de conservation des dirigeants et salariés (y compris ceux qui détiennent indirectement des actions de la Société à travers Enertime Partenaires) détenant ensemble 37,68% du capital et des droits de vote de la Société (incluant notamment les actions détenues par les fondateurs Gilles David et Fabien Michel)

Dans le contexte de l'Offre, les dirigeants et salariés (y compris ceux qui détiennent indirectement des actions de la Société à travers la société Enertime Partenaires), détenant collectivement 37,68 % du capital avant l'opération, se sont engagés irrévocablement jusqu'à l'expiration d'une période de 360 jours suivant la date de règlement-livraison des actions de la Société, à ne pas :

- 1) offrir, consentir de nantissement, gage, privilège, sureté ou autre droit de quelque nature que ce soit sur des actions, prêter, céder, vendre, s'engager à vendre ou céder, acquérir une option sur ou un droit de céder ou autrement transférer à quelque titre et de quelques manières que ce soit, directement ou indirectement, toute action ou autre titre financier ou droit donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions par exercice, conversion, échange, remboursement ou de toute autre manière ; ou
- 2) réaliser toutes ventes à découvert, conclure tout contrat de couverture ou autre accord conçu pour, ou qui pourrait raisonnablement avoir pour conséquence de conduire à ou entraîner la

vente ou la cession de toute action ou de tout titre financier ou droit donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions par exercice, conversion, échange, remboursement ou de toute autre manière ; ou

- 3) conclure tout contrat de swap ou autre accord ayant pour objet ou pour effet de transférer à quiconque, en tout ou partie, l'un des attributs économiques de la propriété d'actions ou de tout titre financier ou droit donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions par exercice, conversion, échange, remboursement ou de toute autre manière ; ou
- 4) annoncer publiquement leur intention de mettre en œuvre toute opération décrite aux paragraphes 1), 2) ou 3) ci-dessus,

que ladite opération soit réalisée ou conclue pour un prix en actions, en numéraire ou autre, étant précisé que l'engagement de conservation porte non seulement sur (i) les actions qu'ils détiennent, le cas échéant, à la date des présentes mais également sur (ii) les actions qui pourraient être émises sur exercice des bons de souscription d'actions et/ou des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise ou autres valeurs mobilières ou titres de capital donnant accès immédiatement ou à terme au capital qu'ils détiennent, le cas échéant, à la date des présentes, ainsi que (iii) sur la totalité des actions nouvelles de la Société qu'ils seraient amenés, le cas échéant, à souscrire dans le cadre de l'Introduction ou acquerrais autrement après la date de règlement-livraison des actions émises lors de l'Introduction.

Par exception à ce qui précède :

- (i) ils pourront librement apporter leurs actions dans le cadre d'une offre publique portant sur les actions de la Société et ;
- (ii) afin de me permettre aux deux fondateurs (Gilles David et Fabien Michel) et à deux salariés d'exercer, avant le 20 décembre 2016, tout ou partie des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (les « **BCE 2011** ») qui ont été attribués le 20 décembre 2011 par le président de la Société, agissant sur délégation de l'assemblée générale extraordinaire du 20 juin 2011, ces derniers pourront céder des actions qu'ils détiennent ou viendraient à détenir dans la limite d'un prix de cession total (net de tout impôt dont ils seront redevables, le cas échéant, dans le cadre de ladite cession) ne pouvant excéder le prix d'exercice total de leurs BCE 2011 effectivement exercés conformément à leurs termes et conditions ; étant précisé que, pour les besoins du (ii), les titulaires concernés s'engagent à notifier à Portzamparc Société de Bourse, le Listing Sponsor / Chef de File et Teneur de Livre, préalablement à l'exercice de tout BCE 2011 et à convenir par écrit avec celui-ci du nombre total d'actions qu'ils seraient autorisés à céder (un maximum de 45 600 actions pourront être souscrites en cas d'exercice total des BCE 2011, soit 3,05 % du capital avant opération et après dilution de ces actions).

Engagement de conservation de l'ensemble des actionnaires financiers (en ce compris Amundi, Calao Finance, Siparex et d'autres investisseurs individuels) détenant ensemble 62,32% du capital et des droits de vote de la Société

Dans le contexte de l'Offre, les actionnaires financiers (en ce compris, Siparex, Amundi et Calao Finance), détenant collectivement 62,32% du capital avant l'opération, se sont engagés irrévocablement envers Portzamparc Société de bourse, le Listing Sponsor / Chef de File et Teneur de Livre, jusqu'à l'expiration d'une période de 360 jours suivant la date de règlement-livraison des actions de la Société, à ne pas :

- 1) offrir, consentir de nantissement, gage, privilège, sureté ou autre droit de quelque nature que ce soit sur des actions, prêter (à l'exception de tout prêt d'actions le cas échéant mis en place pour les besoins de l'option de surallocation – « greenshoe » – dans le cadre de l'Introduction), vendre, céder, s'engager à vendre ou céder, acquérir une option sur ou un

droit de céder ou autrement transférer à quelque titre et de quelque manière que ce soit (notamment par opération de marché, placement privé auprès d'investisseurs ou cession de gré à gré), directement ou indirectement, toute action ou autre titre financier ou droit donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions par exercice, conversion, échange, remboursement ou de toute autre manière ; ou

- 2) réaliser toutes ventes à découvert, conclure tout contrat de couverture ou autre accord conçu pour, ou qui pourrait raisonnablement avoir pour conséquence de conduire à ou entraîner la vente ou la cession de toute Action ou de tout titre financier ou droit donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions par exercice, conversion, échange, remboursement ou de toute autre manière ; ou
- 3) conclure tout contrat de swap ou autre accord ayant pour objet ou pour effet de transférer à quiconque, en tout ou partie, l'un des attributs économiques de la propriété d'actions ou de tout titre financier ou droit donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions par exercice, conversion, échange, remboursement ou de toute autre manière ; ou
- 4) annoncer publiquement leur intention de mettre en œuvre toute opération décrite aux paragraphes 1), 2) ou 3) ci-dessus,

que ladite opération soit réalisée ou conclue pour un prix en actions, en numéraire ou autre, étant précisé que l'engagement de conservation portera sur :

- (i) 100% de leurs actions jusqu'à l'expiration d'une période de 180 jours suivant la date de règlement-livraison des actions de la Société ;
- (ii) 90% de leurs actions entre les 181e et 270e jours (inclus) suivant la date de règlement-livraison des actions de la Société ; et
- (iii) 80% de leurs actions entre les 271e et 360e jours (inclus) suivant la date de règlement-livraison des actions de la Société.

Par exception à ce qui précède, ils pourront librement :

- a) apporter leurs actions dans le cadre d'une offre publique d'achat et/ou d'échange portant sur les actions de la Société, et, en ce qui concerne les fonds Siparex, Amundi et Calao Finance, transférer ou disposer de leurs actions dans le cadre d'une fusion entre la Société et une autre société ;
- b) céder toute action qu'ils pourraient souscrire dans le cadre de l'Offre ou acquérir sur le marché après l'Offre (ou, sur exercice de valeurs mobilières qu'ils viendraient à détenir, le cas échéant, postérieurement à l'Offre) ; et
- c) en ce qui concerne les fonds Siparex, Amundi et Calao Finance, transférer toute action ou tout droit donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions à un fonds d'investissement géré par la même société de gestion que le cédant, à la condition que ledit fonds signe et adresse à Portzamparc Société de Bourse, le Listing Sponsor / Chef de File et Teneur de Livre, préalablement audit transfert, une lettre reprenant l'engagement de conservation pour la durée restante dudit engagement..

8. DÉPENSES LIÉES À L'OFFRE

Sur la base d'un prix se situant au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 9,0 euros par action, les produits brut et net de l'émission d'actions nouvelles seront les suivants :

(En M€)	Produit brut	Produit net	Produit net en numéraire*
En cas de limitation de l'émission à 75%	3,8	2,7	1,7
En cas d'Offre réalisée à 100%	5,0	3,9	2,9
En cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension	5,8	4,7	3,7
En cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'option de Surallocation	6,6	5,5	4,5

** Hors compensation de créances du compte courant pour un montant d'1 M€*

Sur la base d'un Prix d'Offre fixé à 7,65 euros correspondant au bas de la fourchette de prix indicative:

- en cas de limitation de l'émission à 75%, le produit brut serait de 3,2 M€, le produit net de 2,2 M€ (dont 1,2 M€ en numéraire, c'est-à-dire hors compensation de créances du compte courant pour un montant d'1 M€),
- en cas d'offre réalisée à 100%, le produit brut serait de 4,3 M€, le produit net de 3,2 M€ (dont 2,2 M€ en numéraire, c'est-à-dire hors compensation de créances du compte courant pour un montant d'1 M€).

9. DILUTION

9.1. Impact de l'émission d'actions nouvelles sur les capitaux propres de la Société

A titre indicatif, l'incidence de l'émission sur la quote-part des capitaux propres par action (calculs effectués sur la base des capitaux propres au 31 décembre 2015 - audités - d'une levée de fonds nette des frais relatifs à l'émission, du nombre d'actions composant le capital social de la Société à cette date et de l'exercice de tous les instruments dilutifs) serait la suivante en prenant comme hypothèse :

- l'émission de 555.555 Actions Nouvelles (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation),
- l'émission de 638.888 Actions Nouvelles (en cas d'exercice de la Clause d'Extension mais hors exercice de l'Option de Sur-allocation),
- l'émission de 734.721 Actions Offertes (en cas d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation),
- un prix d'émission de 9,0 euros par action (soit la borne médiane de la fourchette indicative du Prix de l'Offre), et
- l'imputation des frais juridiques, comptables et administratifs et de la rémunération des intermédiaires financiers sur la prime d'émission, sans effet d'impôt.

Base comptes retraités au 31 décembre 2015 et Prix d'Offre égal au milieu de fourchette de prix	Quote-part des capitaux propres	
	Base non diluée (1)	Base diluée (2)
Avant l'Offre	0,41 €	1,19 €
Après l'Offre à 100%	2,26 €	2,65 €
Après l'Offre à 75%	1,79 €	2,26 €
Après l'Offre en cas d'exercice de la clause d'extension	2,52 €	2,87 €
Après l'Offre en cas d'exercice de la clause d'extension et option de surallocation	2,79 €	3,10 €

(1) Le nombre d'actions composant le capital social s'élève à 1.448.607

(2) Le nombre d'actions composant le capital social sur une base diluée s'élève à 1.690.162

9.2. Montant et pourcentage de la dilution résultant de l'émission d'actions nouvelles

A titre indicatif, l'incidence de l'émission sur la participation dans le capital d'un actionnaire détenant 1% du capital social de la Société préalablement à l'émission et ne souscrivant pas à celle-ci (calculs effectués sur la base du nombre d'actions composant le capital social de la Société à la date de la présente note d'opération et de l'exercice de tous les instruments dilutifs) est la suivante en prenant comme hypothèse :

- l'émission de 555.555 Actions Nouvelles (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation),
- l'émission de 638.888 Actions Nouvelles (en cas d'exercice de la Clause d'Extension mais hors exercice de l'Option de Sur-allocation), et
- l'émission de 734.721 Actions Offertes (en cas d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-allocation).

	Participation de l'actionnaire en % du capital	
	Base non diluée (1)	Base diluée (2)
Avant l'Offre	1,00%	0,86%
Après l'Offre à 100%	0,72%	0,65%
Après l'Offre à 75%	0,78%	0,69%
Après l'Offre en cas d'exercice de la clause d'extension	0,69%	0,62%
Après l'Offre en cas d'exercice de la clause d'extension et option de surallocation	0,66%	0,60%

(1) Le nombre d'actions composant le capital social s'élève à 1.448.607

(2) Le nombre d'actions composant le capital social sur une base diluée s'élève à 1.690.162

9.3. Répartition du capital social et des droits de vote

Les calculs réalisés pour l'ensemble des tableaux ci-après sont basés sur les hypothèses suivantes :

- (i) Un prix d'offre égal au point médian de la fourchette indicative de Prix de l'Offre, soit 9,0 euros :
 - (ii) Les ordres émis par les actionnaires ayant signé un engagement de souscription (voir paragraphe 5.2.2) aient été entièrement servis.
- Impact de l'Offre souscrite à 100 % sur la répartition du capital et des droits de vote :

Actionnaires	Avant introduction		Après introduction Emission à 100%	
	Nombre d'actions et de droits de vote	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions et de droits de vote	% du capital et des droits de vote
Fondateurs	463 887	32,02%	478 331	23,87%
<i>dont Gilles David</i>	<i>394 010</i>	<i>27,20%</i>	<i>406 232</i>	<i>20,27%</i>
<i>dont Fabien Michel</i>	<i>69 877</i>	<i>4,82%</i>	<i>72 099</i>	<i>3,60%</i>
Investisseurs Institutionnels	816 668	56,38%	1 028 824	51,33%
<i>dont fonds gérés par Siparex</i>	<i>471 479</i>	<i>32,55%</i>	<i>594 748</i>	<i>29,68%</i>
<i>dont fonds gérés par Amundi</i>	<i>275 500</i>	<i>19,02%</i>	<i>353 276</i>	<i>17,63%</i>
<i>dont fonds gérés par Calao Finance</i>	<i>69 689</i>	<i>4,81%</i>	<i>80 800</i>	<i>4,03%</i>
Salariés (1)	32 613	2,25%	32 613	1,63%
Autres (2)	135 439	9,35%	143 216	7,15%
PUBLIC	0	0,00%	321 178	16,03%
Total	1 448 607	100,00%	2 004 162	100,00%

(1) Au travers de la holding Enertime Partenaires

(2) Dont salariés en dehors de la holding Enertime Partenaires

- Impact de l'Offre sur la répartition du capital et des droits de vote après exercice intégral de la Clause d'Extension:

Actionnaires	Avant introduction		Après introduction Emission à 100% + clause d'extension	
	Nombre d'actions et de droits de vote	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions et de droits de vote	% du capital et des droits de vote
Fondateurs	463 887	32,02%	478 331	22,91%
dont Gilles David	394 010	27,20%	406 232	19,46%
dont Fabien Michel	69 877	4,82%	72 099	3,45%
Investisseurs Institutionnels	816 668	56,38%	1 028 824	49,29%
dont fonds gérés par Siparex	471 479	32,55%	594 748	28,49%
dont fonds gérés par Amundi	275 500	19,02%	353 276	16,92%
dont fonds gérés par Calao Finance	69 689	4,81%	80 800	3,87%
Salariés (1)	32 613	2,25%	32 613	1,56%
Autres (2)	135 439	9,35%	143 216	6,86%
PUBLIC	0	0,00%	404 511	19,38%
Total	1 448 607	100,00%	2 087 495	100,00%

(1) Au travers de la holding Enertime Partenaires

(2) Dont salariés en dehors de la holding Enertime Partenaires

- Impact de l'Offre sur la répartition du capital et des droits de vote après exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation :

Actionnaires	Avant introduction		Après introduction Emission à 100% + clause d'extension + option de surallocation	
	Nombre d'actions et de droits de vote	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions et de droits de vote	% du capital et des droits de vote
Fondateurs	463 887	32,02%	478 331	21,91%
dont Gilles David	394 010	27,20%	406 232	18,61%
dont Fabien Michel	69 877	4,82%	72 099	3,30%
Investisseurs Institutionnels	816 668	56,38%	1 028 824	47,12%
dont fonds gérés par Siparex	471 479	32,55%	594 748	27,24%
dont fonds gérés par Amundi	275 500	19,02%	353 276	16,18%
dont fonds gérés par Calao Finance	69 689	4,81%	80 800	3,70%
Salariés (1)	32 613	2,25%	32 613	1,49%
Autres (2)	135 439	9,35%	143 216	6,56%
PUBLIC	0	0,00%	500 344	22,92%
Total	1 448 607	100,00%	2 183 328	100,00%

(1) Au travers de la holding Enertime Partenaires

(2) Dont salariés en dehors de la holding Enertime Partenaires

- Impact de l'Offre sur la répartition du capital et des droits de vote après exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation et après exercice de la totalité des 196.411 bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (susceptibles de donner lieu à 241.555 actions) :

Actionnaires	Avant introduction		Après introduction Emission à 100% + clause d'extension + option de surallocation après dilution (3)	
	Nombre d'actions et de droits de vote	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions et de droits de vote	% du capital et des droits de vote
Fondateurs	463 887	32,02%	616 541	25,43%
dont Gilles David	394 010	27,20%	502 672	20,73%
dont Fabien Michel	69 877	4,82%	113 869	4,70%
Investisseurs Institutionnels	816 668	56,38%	1 028 824	42,43%
dont fonds gérés par Siparex	471 479	32,55%	594 748	24,53%
dont fonds gérés par Amundi	275 500	19,02%	353 276	14,57%
dont fonds gérés par Calao Finance	69 689	4,81%	80 800	3,33%
Salariés (1)	32 613	2,25%	135 958	5,61%
Autres (2)	135 439	9,35%	143 216	5,91%
PUBLIC	0	0,00%	500 344	20,63%
Total	1 448 607	100,00%	2 424 883	100,00%

(1) Au travers de la holding Enertime Partenaires

(2) Dont salariés en dehors de la holding Enertime Partenaires

(3) Le nombre d'actions composant le capital social sur une base diluée s'élève à 1.690.162

- Impact de l'Offre sur la répartition du capital et des droits de vote en cas de limitation de l'Offre à 75 %:

Actionnaires	Avant introduction		Après introduction Emission limitée à 75% (s/base prix médian)	
	Nombre d'actions et de droits de vote	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions et de droits de vote	% du capital et des droits de vote
Fondateurs	463 887	32,02%	478 331	25,64%
dont Gilles David	394 010	27,20%	406 232	21,78%
dont Fabien Michel	69 877	4,82%	72 099	3,87%
Investisseurs Institutionnels	816 668	56,38%	1 028 824	55,16%
dont fonds gérés par Siparex	471 479	32,55%	594 748	31,89%
dont fonds gérés par Amundi	275 500	19,02%	353 276	18,94%
dont fonds gérés par Calao Finance	69 689	4,81%	80 800	4,33%
Salariés (1)	32 613	2,25%	32 613	1,75%
Autres (2)	135 439	9,35%	143 216	7,68%
PUBLIC	0	0,00%	182 289	9,77%
Total	1 448 607	100,00%	1 865 273	100,00%

(1) Au travers de la holding Enertime Partenaires

(2) Dont salariés en dehors de la holding Enertime Partenaires

10. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

10.1. Conseillers ayant un lien avec l'opération

Non applicable.

10.2. Autres informations vérifiées par les commissaires aux comptes

Non applicable.

10.3. Rapport d'expert

Non applicable.

10.4. Informations contenues dans le Prospectus provenant d'une tierce partie

Non applicable.

11. MISE A JOUR DE L'INFORMATION CONCERNANT LA SOCIETE

Carnet de commandes

Depuis la fin du dernier exercice, en mars et en juin 2016, Enertime a signé avec Suez Environnement un contrat pour la construction d'une centrale ORC d'une puissance de 2 MWe, qui valorisera l'excédent saisonnier de chaleur issu de l'incinération des déchets ménagers de l'agglomération de Caen, et un contrat de 1,6 MWe pour le réseau de chaleur biomasse de la ville de Kamianetz-Podilskyï en Ukraine (cf. communiqué de presse ci-dessous).

A la date de visa sur le présent Prospectus, la Société a un carnet de commandes représentant 7,1 M€ de chiffre d'affaires, dont la reconnaissance du chiffre d'affaires devrait se faire essentiellement au titre de l'exercice 2016, le solde étant principalement étalé sur l'exercice 2017.

Ce carnet de commandes de 7,1 M€ est constitué de la manière suivante :

- vente d'un ORC de 3,2 MWe pour une aciérie en Chine / signée en mai 2015 / mise en service prévue au quatrième trimestre 2016 ;
- vente d'une turbine de 1 MWe pour une seconde aciérie en Chine / signée en septembre 2015 / mise en service prévue au troisième trimestre 2016 ;
- vente d'un ORC de 2 MWe pour un incinérateur en France (Suez Environnement) / signée en mars 2016 / mise en service prévue au premier trimestre 2017 ;
- vente d'un ORC de 1,6 MWe pour le réseau de chaleur de la ville de Kamyanets-Podilskyi en Ukraine / signée en juin 2016 / contrat financé par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (IBRD) / mise en service au troisième trimestre 2017.

Par ailleurs, la Société espère signer un autre contrat au cours de l'année 2016 (projet ORCASIL) portant sur la réalisation d'un module ORC de 3 MWe et représentant un chiffre d'affaires potentiel de 7,5 M€. Le projet ORCASIL a été retenu par l'ADEME pour bénéficier d'une aide de 3,5 M€ dans le cadre du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA). Il convient de préciser que pour lancer le projet ORCASIL, la Société devra avoir préalablement réalisé une levée de fonds de 5 M€. Si ce montant n'était pas atteint, la Société devrait trouver des financements complémentaires pour lancer le projet.

Le carnet de commandes est susceptible d'être porté à 14,6 M€ en fonction de l'aboutissement de ce projet en cours de négociation.

A la date de visa sur le présent Prospectus, la Société a identifié une quarantaine de projets « signables » dans les deux ans, dont un peu moins de la moitié en France, qui pourraient représenter un volume d'affaires total d'environ 100 M€ dans les cinq prochaines années si ces affaires étaient amenées à se concrétiser.

Communiqué de presse

Dans un communiqué publié le 7 juin 2016 (cf. ci-dessous), la Société a annoncé la signature d'un contrat de plus de 2 M€ financé par la IBRD pour la fourniture d'un ORC d'une puissance de 1,6 MW en cogénération sur le réseau de chaleur biomasse de la ville de Kamianetz-Podilskyï en Ukraine.



Communiqué de Presse

COGENERATION BIOMASSE - EXPORT - CLEANTECH - INNOVATION

ENERTIME signe un contrat de plus de 2 M€ financé par l'IBRD (Banque Mondiale) pour la fourniture d'un ORC d'une puissance de 1,6 MW en cogénération sur le réseau de chaleur biomasse de la ville de Kamyanets-Podilskyi en Ukraine.

Courbevoie, le 7 juin 2016

La société ENERTIME, un des leaders français des machines thermodynamiques industrielles pour la transition énergétique a obtenu une commande financée par l'IBRD (Banque Mondiale) pour la conception, la fabrication et la mise en service d'un module ORC de cogénération qui sera installé sur le réseau de chaleur biomasse de la ville de Kamyanets-Podilskyi dans l'Ouest de l'Ukraine.

Cette commande a été obtenue dans le cadre d'un contrat signé entre un consortium d'entreprises, incluant ENERTIME et les sociétés Ukrainienne Kriger et UTEM avec le client « Miskteplovodenerhiya », l'utilité publique en charge des réseaux et services énergétiques de la ville, pour la fourniture clé en main d'une centrale de cogénération biomasse. Le réseau de chaleur de la ville, actuellement alimenté par du gaz naturel importé, sera ainsi alimenté dans le futur avec de la biomasse locale.

La commande passée à ENERTIME s'élève à plus de 2 M€, pour un module dont la livraison aura lieu en Juillet 2017. Ce chiffre d'affaires sera donc essentiellement comptabilisé au titre de l'exercice 2017.

Ce sera la première machine ORC jamais installée en Ukraine, et fait ainsi de Kamyanets-Podilskyi une ville engagée de la transition énergétique grâce à une politique ambitieuse de développement d'énergie renouvelable. La centrale couvrira 30% des besoins en chaleur de cette ville de 100 000 habitants.

Gilles DAVID, Président d'ENERTIME déclare : « *Ce succès conforte non seulement nos choix technologiques mais également le partenariat que nous avons construit avec l'industrie ukrainienne. C'est un contrat stratégique pour le développement d'ENERTIME sur le marché des cogénérations biomasses en Europe et en particulier en Europe de l'Est. Les nombreux réseaux de chaleur en Ukraine et dans toute l'Europe de l'Est ont vocation à utiliser de plus en plus la biomasse locale afin de s'affranchir du combustible gaz. ENERTIME est stratégiquement positionné pour être un des acteurs majeurs de cette transformation* ».

Incorporation au capital du compte courant

Pour rappel, en janvier 2016, la Société a reçu deux avances en compte courant d'un montant global d'1 M€ de la part de Siparex et Amundi. Ces avances en compte courant ont été conclues pour une durée d'un an, soit jusqu'à janvier 2017. Au-delà, le cas échéant, les deux avances pourront être prolongées d'un commun accord entre les parties (Enertime, Siparex et Amundi). Ces avances portent intérêt au taux de 12 % annuel à compter du jour de versement avec paiement à terme échu.

Les prêteurs (Siparex et Amundi) se sont engagés à souscrire à l'augmentation de capital de la Société, dans le cadre de l'introduction en bourse, par compensation des créances à hauteur du montant en principal des deux avances en compte courant soit 1 M€. En cas de non réalisation de

l'IPO, la prolongation de la durée des deux conventions de compte courant pourrait être envisagée dans le cadre des mesures à mettre en œuvre pour assurer la pérennité de la Société.

Capital potentiel :

Au 31 décembre 2015, le nombre total d'actions susceptibles d'être émises par exercice de bons de souscription est de 1 072 755 actions correspondant à :

- L'exercice de 4 133 bons de souscription d'actions donnant globalement le droit de souscrire un nombre maximum de 826 600 actions de catégorie B ;
- L'exercice de 196 457 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (les « BCE ») donnant globalement le droit de souscrire un nombre maximum de 246 155 actions ordinaires.

Nous présentons ci-après les caractéristiques de ces BSA et BCE.

BSA
<p>L'Assemblée Générale Mixte de la Société du 28 février 2011 a décidé d'augmenter le capital social de 41 330 € par la création et l'émission de 4 133 actions nouvelles à bon de souscription d'actions (les « ABSA ») d'une valeur nominale de 10 €², à chaque ABSA étant attaché un bon de souscription d'actions de type « ratchet » (les « BSA ») donnant le droit de souscrire à un nombre d'actions déterminé selon une formule mathématique.</p> <p>Par décision en date du 5 mars 2011, le Président a constaté que les personnes auxquelles la souscription à l'augmentation de capital était ouverte et réservée avaient intégralement souscrit les 4 133 ABSA.</p> <p>Les principales caractéristiques des BSA sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Prix d'exercice : 0,10 €- Principale condition d'exercice : les BSA ne pourront être exercés que dans l'hypothèse où la Société réaliserait une augmentation de capital par émission d'actions nouvelles à un prix de souscription inférieur au prix de souscription des ABSA- Parité d'exercice : déterminée selon une formule mathématique, l'exercice des 4 133 BSA permettant de souscrire au maximum 826 600³ actions de catégorie B- Période d'exercice : jusqu'à ce que les titulaires des BSA détiennent des ABSA. <p>Au 31 décembre 2015, aucun des BSA n'a été exercé par les bénéficiaires.</p> <p>Les titulaires des BSA ont déclaré renoncer à exercer la totalité des BSA, sous réserve de la réalisation de l'introduction en Bourse de la Société avant le 31 décembre 2016, par lettres remises en mains propres au Président de la Société le 25 janvier 2016.</p>

² Ces chiffres tiennent compte de la modification de la valeur nominale des actions par l'Assemblée Générale Mixte de la Société du 2 avril 2014, qui a décidé de diviser par cent la valeur nominale des actions, c'est-à-dire de la réduire de 10 € à 0,10 € en multipliant par 100 le nombre d'actions. Il a été convenu que seront attribuées 100 actions nouvelles de 0,10 € en échange d'une ancienne action de 10 €.

³ Voir note précédente

BCE

• BCE₂₀₁₁

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société du 20 juin 2011 a autorisé le Président à attribuer un nombre maximum de 1 183 BCE₂₀₁₁.

Par décision en date du 20 décembre 2011, le Président a procédé à l'attribution d'un nombre global de 1 094 BCE₂₀₁₁.

Les principales caractéristiques des BCE₂₀₁₁ sont les suivantes :

- Prix d'exercice : 363 €
- Parité d'exercice : l'exercice d'un bon permet de souscrire 100 actions nouvelles
- Période d'exercice : du 20 décembre 2011 au 20 décembre 2016
- Durée de la délégation consentie pour que le Président émette et attribue les bons : 18 mois à compter du 20 juin 2011, soit jusqu'au 20 décembre 2012.

Il est à noter que 638 BCE₂₀₁₁ sont à ce jour caducs en raison (i) du départ de leurs titulaires des effectifs salariés de la Société et/ou (ii) de la non réalisation de conditions d'exercice des BCE₂₀₁₁.

Au 31 décembre 2015, aucun des 456 BCE₂₀₁₁ émis attribués non caducs n'a été exercé par les bénéficiaires.

A la date de visa du présent document, ces BCE₂₀₁₁ sont donc exercables à tout moment jusqu'au 20 décembre 2016 par leurs détenteurs, à savoir Monsieur Gilles David (Président), Monsieur Fabien Michel (Directeur Général Adjoint), Monsieur Ahmed Berkane (Responsable Turbomachines) et Monsieur Laurent Sanchez (R&D).

• BCE₂₀₁₂

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société du 20 juin 2011 a autorisé le Président à attribuer, en une ou plusieurs tranches, un nombre maximum de 1 183 BCE₂₀₁₁.

Par décision en date du 17 octobre 2012, le Président a procédé à l'attribution d'un nombre global de 88 BCE₂₀₁₂.

Les principales caractéristiques des BCE₂₀₁₂ sont les suivantes :

- Prix d'exercice : 363 €
- Parité d'exercice : l'exercice de 1 bon permet de souscrire 100 actions nouvelles⁴
- Période d'exercice : du 17 octobre 2012 au 17 octobre 2017

Il est à noter que la totalité des 88 BCE₂₀₁₂ sont à ce jour caducs en raison (i) du départ de leurs titulaires des effectifs salariés de la Société et/ou (ii) de la non réalisation de conditions d'exercice spécifiques des BCE₂₀₁₂.

⁴ Voir note précédente

- **BCE₂₀₁₄**

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société du 15 décembre 2014 a autorisé le Président à attribuer un nombre maximum de 60 000 BCE₂₀₁₄

Par décision en date du 29 décembre 2015, le Président a procédé à l'attribution d'un nombre global de 54 000 BCE₂₀₁₄.

Les principales caractéristiques des BCE₂₀₁₄ sont les suivantes :

- Prix d'exercice : 6,41 €
- Parité d'exercice : l'exercice de 1 bon permet de souscrire 1 action nouvelle
- Durée de la délégation consentie pour que le Président émette et attribue les bons : 18 mois à compter du 15 décembre 2014, soit jusqu'au 15 juin 2016
- Période d'exercice : du 1^{er} octobre 2017 au 1^{er} octobre 2022.

Au 31 décembre 2015, aucun des 54 000 BCE₂₀₁₄ attribués n'a été exercé par les bénéficiaires.

- **BCE₂₀₁₅**

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société du 30 décembre 2015 a autorisé le Président à attribuer un nombre maximum de 165 000 BCE₂₀₁₅.

Par décision en date du 31 décembre 2015, le Président a procédé à l'attribution d'un nombre global de 141 955 BCE₂₀₁₅.

Les principales caractéristiques des BCE₂₀₁₅ sont les suivantes :

- Prix d'exercice : 6,41 €
- Parité d'exercice : l'exercice de 1 bon permet de souscrire 1 action nouvelle
- Durée de la délégation consentie pour que le Président émette et attribue les bons : 18 mois à compter du 30 décembre 2015, soit jusqu'au 30 juin 2017
- Période d'exercice : du 1^{er} octobre 2017 au 1^{er} octobre 2022.

Au 31 décembre 2015, aucun des 141 955 BCE₂₀₁₅ attribués n'a été exercé par les bénéficiaires.